Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

NORMANDIE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°R28-2020-80

## PUBLIÉ LE 14 AOÛT 2020

# Sommaire

**Agence régionale de santé de Normandie**

R28-2020-08-03-002 - RENOUVELLEMENT TACITE D'AUTORISATION POUR L'EXERCICE D'UNE ACTIVITE DE SOINS – CH EURE SEINE (1 page) Page 4

**Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest**

R28-2020-08-07-004 - Arrêté n°2020-07 portant subdélégation de signature en matière de gestion du personnel (7 pages) Page 6

R28-2020-08-07-005 - Arrêté n°2020-08 portant subdélégation de signature en matière de pouvoir adjudicateur (3 pages) Page 14

R28-2020-08-07-006 - Arrêté n°2020-09 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire délégué (5 pages) Page 18

**Direction interrégionale de la mer Manche est - Mer du Nord**

R28-2020-08-07-001 - Arrêté n° 151/2020 du 7 août 2020 fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe) (2 pages) Page 24

R28-2020-08-11-003 - Arrêté n° 153-2020 en date du 11 août 2020 portant suspension de la pêche sur la zone A et l'ouverture de la pêche à pied des coques sur les zones B et C des gisement de la baie de Somme Nord - Zone de production 80.03 (Département de la Somme) (6 pages) Page 27

R28-2020-08-07-002 - Arrêté n°152 /2020 en date du 07/08/2020 abrogeant les arrêtés n°147/2020 du 4 août 2020 portant réglementation des conditions de débarquement, de transport, d'expédition, de stockage, de commercialisation et de mise à la consommation humaine des pétoncles blancs -vanneaux (Aequipecten opercularis) en provenance de la zone des Hanois au large du département de la Manche et n° 148/2020 réglementant le décorticage sanitaire des pétoncles, en application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 147/2020 du 4 août 2020 (2 pages) Page 34

**Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie**

R28-2020-08-10-001 - Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de L'EURE - aout 2020 (10 pages) Page 37

R28-2020-07-31-014 - Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de L'EURE - juillet 2020 (9 pages) Page 48

R28-2020-03-16-011 - Arrêté relatif à la composition du Comité Régional de l'Alimentation (CRALIM) de Normandie (3 pages) Page 58

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie**

R28-2020-08-04-006 - Arrêté modificatif portant agrément à BIGOT FORMATION à dispenser les formations obligatoires des conducteurs routiers du transport de marchandises et de voyageurs (2 pages) Page 62

**Direction régionale des affaires culturelles de Normandie**

R28-2020-08-12-001 - Arrete renouvellement mission CAOA Manche (1 page) Page 65

**Direction régionale des douanes de Rouen**

R28-2020-08-06-001 - Décision de la Direction Interrégionale des Douanes et Droits Indirects de Normandie n° 20001317 du 7 août 2020 portant fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent. (1 page) Page 67

**Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie**

R28-2020-08-03-001 - Décision portant délégation de signature dans le domaine de la procédure de licenciement collectif pour motif économique et de la rupture conventionnelle collective (3 pages) Page 69

**Préfecture de la Seine-Maritime - Cabinet**

R28-2020-08-11-001 - Arrêté portant obligation de de port du masque dans la commune de Dieppe (2 pages) Page 73

R28-2020-08-11-002 - Arrêté portant obligation de port du masque dans la commune de Montivilliers (2 pages) Page 76

R28-2020-08-07-003 - Arrêté portant sur la réglementation permanente des transports exceptionnels sur la concession du pont de Tancarville (3 pages) Page 79

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2020-08-03-002

# RENOUVELLEMENT TACITE D’AUTORISATION POUR L’EXERCICE D’UNE ACTIVITE DE SOINS – CH EURE SEINE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Agence Régionale de Santé Normandie

**RENOUVELLEMENT TACITE D'AUTORISATION**
**POUR UNE ACTIVITE DE SOINS**

Par application des dispositions de l'article L 6122-10 du code de la santé publique, l'autorisation antérieurement renouvelée le 11 mai 2015 avec effet au 6 mai 2016 **au profit de du Centre Hospitalier Eure-Seine sites d'Evreux et de Vernon** pour l'exercice de l'activité de soins d'anesthésie ou chirurgie ambulatoires est tacitement renouvelée en date du 6 mai 2020. Ce renouvellement prendra effet à compter du 6 novembre 2021 pour une durée de sept ans, soit **jusqu'au 5 novembre 2028.**

# Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

# R28-2020-08-07-004

# Arrêté n°2020-07 portant subdélégation de signature en matière de gestion du personnel

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction interdépartementale**
**des routes Nord-Ouest**

# Arrêté n° 2020-07 portant subdélégation de signature en matière de gestion du personnel

## Le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest

**VU :**

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions ;

- les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 et n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiées, portant droits et obligations des fonctionnaires et dispositions statutaires relative à la Fonction Publique de l'État ;

- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

- le décret n°2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

- le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité ;

- l'arrêté en date du 30 août 2010, nommant M. Alain DE MEYÈRE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest à compter du 1er octobre 2010 ;

- l'arrêté du préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, préfet coordonnateur des itinéraires routiers nationaux, en date du 21 juin 2006, fixant l'organisation de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest et l'arrêté en date du 12 août 2019 portant réorganisation de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest ;

- l'arrêté n° 20-13 en date du 6 février 2020 de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la Normandie, préfet de la Seine-Maritime, préfet coordonnateur des itinéraires routiers donnant délégation de signature à Monsieur Alain DE MEYÈRE, directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest, en matière de gestion du personnel ;

- le code des relations entre le public et d'administration, notamment son article L.221-2 ;

- l'organigramme du service.

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

**ARRETE**

**Article 1 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DE MEYÈRE, subdélégation de signature est donnée à :

- **Jean-Pierre JOUFFE,** ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur adjoint ingénierie
- **Pascal MALOBERTI**, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur adjoint exploitation
- **Stéphane SANCHEZ**, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, secrétaire général

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de M. Alain DE MEYÈRE, M. Jean-Pierre JOUFFE , M. Pascal MALOBERTI et M. Stéphane SANCHEZ, subdélégation de signature est donnée à **M. Franck GOUEL**, ingénieur civil divisionnaire de la défense, secrétaire général adjoint, et **Mme Valérie STEVENOT**, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, cheffe du pôle ressources humaines.

**Article 2 :**

Subdélégation de signature est donnée à :

- **Stéphane SANCHEZ**, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, secrétaire général

à l'effet de signer les actes relatifs aux compétences numérotées 2.4, 3.1, 3.3 et 3.13 dans l'arrêté préfectoral susvisé, à l'octroi des autorisations spéciales d'absence et à l'octroi de congés, les actes relatifs aux accidents de service et à la maladie professionnelle ainsi que ceux en matière d'établissement d'ordre de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement la délégation qui lui est consentie sera exercée par **M. Franck GOUEL**, ingénieur civil divisionnaire de la défense , secrétaire général adjoint.

**Article 3 :**

Subdélégation de signature est donnée à :

- **Jean-Pierre JOUFFE**, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur adjoint ingénierie
- **Pascal MALOBERTI**, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur adjoint exploitation
- **Franck GOUEL**, ingénieur civil divisionnaire de la défense, secrétaire général adjoint
- **Valérie STEVENOT**, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, cheffe du pôle ressources humaines

à l'effet de signer les actes relatifs à l'octroi des autorisations spéciales d'absence, à l'octroi de congés et en matière d'établissement d'ordre de mission.

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

**Article 4 :**

Subdélégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, dans la limite de leurs attributions, à l'effet de signer les actes relatifs à l'octroi des autorisations spéciales d'absence, à l'octroi de congés et en matière d'établissement d'ordre de mission en cas de déplacement dans le département de la résidence administrative de l'agent :

- **Arnaud LE COGUIC**, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, chef du service des politiques et techniques
- **Nelson GONCALVES**, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, adjoint au chef du service des politiques et techniques
- **François GALLAND**, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, chef du service d'ingénierie routière de Rouen
- **Mickaël MAGNIER**, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, chef du service d'ingénierie routière de Caen
- **Thierry JOLLY**, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, chef du district de Rouen
- **Benoît HAUCHECORNE**, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, chef du district Manche-Calvados
- **Pierre AUDU**, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, chef du district d'Évreux
- **Fabrice PAGE**, ingénieur des travaux publics de l'État, chef du district de Dreux

**Article 5 :**

Subdélégation est donnée aux personnes désignées ci-après, dans la limite de leurs attributions, à l'effet de signer les actes relatifs à l'octroi des autorisations spéciales d'absence, à l'octroi de congés et en matière d'établissement d'ordre de mission en cas de déplacement dans le département de la résidence administrative de l'agent :

Secrétariat Général :

- **Luc PENARD,** technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle moyens généraux et immobilier
- **Valérie STEVENOT**, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, cheffe du pôle ressources humaines
- **Natacha PERNEL**, attachée d'administration de l'État, cheffe du pôle juridique

Service des politiques et techniques :

- **Yann CHEVALIER**, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, chef du pôle administration de données et dépendances
- **Franck MALBET**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle domanialité et sécurité routière

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

- **Sarah DEVIMEUX**, ingénieur des travaux publics de l'État, cheffe du pôle entretien et gestion des ouvrages d'art

- **Christiane JODET**, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du pôle programmation et gestion des marchés

- **Hervé RUAT**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle patrimoine chaussées et immobilier

- **Philippe LECONTE**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle qualité, méthodes, développement durable

- **Sylvain FRABOULET**, ingénieur des travaux publics de l'État, chef du pôle exploitation, systèmes et matériels

Service d'ingénierie routière de Rouen :

- **Patrice MICHEL**, ingénieur civil de la défense, chef du pôle ouvrage d'art

- **Sylvie CEVOZ**, ingénieur des travaux publics de l'État, cheffe du pôle tracé équipements environnement

- **Christophe LECLERCQ**, ingénieur des travaux publics de l'État, chef du pôle terrassements assainissements chaussées

Service d'ingénierie routière de Caen :

- **Sophie LE FORT**, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, cheffe du pôle administratif

- **Mylène HUYNH VAN DAT**, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, cheffe du pôle terrassements assainissement chaussées

- **Yves THOMAS**, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, chef du pôle direction de chantier

District de Rouen :

- **Hélène REGNOUARD**, ingénieur des travaux publics de l'État, cheffe du CIGT de Rouen

- **Ludovic JOIN**, technicien supérieur en chef du développement durable, adjoint en charge de l'exploitation

- **Marianne COLNOT**, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, cheffe du pôle financier et gestion des ressources humaines

- **Frédéric HAREL**, technicien supérieur principal du développement durable, chef du pôle maintenance

- **Laure THOMINE**, technicien supérieur principal du développement durable, cheffe du pôle gestion de la route et dépendances

- **Jean-Philippe HUBERT**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI de Bouttencourt

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

- **Thierry HORLAVILLE**, technicien supérieur principal du développement durable, chef du CEI de Criquetot sur Longueville

- **Éric VICQUELIN**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI de Gonfreville l'Orcher

- **Gaëtan BORG**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI de Gournay

- **Sébastien HARDY,** technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI d'Isneauville

- **Jean-Claude DUCOROY**, technicien supérieur principal du développement durable, chef du CEI de Maucomble

- **Christophe CORBET**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI de Rouen

District Manche-Calvados :

- **Eric BOGAERT**, ingénieur des travaux publics de l'État, adjoint au chef de district

- **Victorien SOURICE**, technicien supérieur en chef du développement durable, adjoint au chef de district, responsable de l'exploitation

- **Sébastien LORIN**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CIGT

- **Céline HAMON**, secrétaire administratif et de contrôle du développement durable de classe normale, cheffe du pôle assistance et gestion des ressources humaines

- **Priscillia LEROY**, secrétaire administratif de classe supérieure, cheffe du pôle financier

- **Eric PREVOSTO**, technicien supérieur principal du développement durable, chef du pôle gestion de la route

- **Antoine LESDOS**, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'exploitation

- **Patrice DURAND**, ouvrier des parcs et ateliers, chef du pôle entretien en régie

- **Christian FLEURY**, technicien supérieur principal du développement durable, chef du CEI de Bayeux

- **Michel CHAPELLE**, technicien supérieur principal du développement durable, chef du CEI de Mondeville

- **Pascal GROUD**, technicien supérieur du développement durable, chef du CEI de Villers-Bocage

- **Jérôme GALLAIS**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI de Fleury

- **Patrick POUPINET**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI de Poilley

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

- **Didier ROINEL**, technicien supérieur principal du développement durable, chef du CEI de Saint-Lô

- **Renaud LEJOLIVET**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI de Valognes

District d'Évreux :

- **Marie-Christine DESPREZ**, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, cheffe du pôle administratif et comptable

- **Georges SENKEWITCH**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle gestion de la route et veille qualifiée

- **Sébastien BOITELLE**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle exploitation

- **Jean-Luc THOMAS**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI d'Alençon

- **Denis LAUNAY**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI d'Évreux

- **Willy SERVAGER**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI de Verneuil sur Avre

District de Dreux :

- **Bernard BAILLY**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle exploitation

- **Véronique LE MENN**, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, cheffe du pôle administratif et comptable

- **Jérôme GUERIN**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle gestion de la route et veille qualifiée

- **Alain LESAGE**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI de Chartres

- **Patrick NEVEU**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI de Chateaudun

- **Bertrand DEVEAUX**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du CEI de Dreux

- **Fabien ROUILLARD**, technicien supérieur du développement durable, chef du CEI de Vendôme

**Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

**Article 7 :**

Dans le cas d'une signature subdéléguée par le directeur de la DIRNO, les décisions relatives à la présente subdélégation ainsi que toutes les correspondances ou actes relatifs aux dossiers instruits par la DIRNO devront être signés dans les conditions suivantes :

POUR LE PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

ET PAR SUBDÉLÉGATION

(suivi de la fonction, du prénom et du nom du bénéficiaire de la subdélégation)

**Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Rouen, le**

POUR LE PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME
ET PAR DÉLÉGATION

LE DIRECTEUR INTERDÉPARTEMENTAL
DES ROUTES NORD-OUEST,

**Alain de Meyère**

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

# Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

# R28-2020-08-07-005

# Arrêté n°2020-08 portant subdélégation de signature en matière de pouvoir adjudicateur

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction interdépartementale**
**des routes Nord-Ouest**

# Arrêté n° 2020-08 portant subdélégation de signature en matière de pouvoir adjudicateur

## Le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest

**VU :**

– la loi n°82-231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
– le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
– l'arrêté du Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en date du 30 août 2010, portant nomination de M. Alain DE MEYÈRE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, DIR Nord-Ouest à compter du 1er octobre 2010 ;
– l'arrêté n°19-163 du 2 octobre 2019 de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la Normandie, préfet de la Seine-Maritime, préfet coordonnateur des itinéraires routiers, portant délégation de signature à M. Alain DE MEYÈRE, DIR Nord-Ouest ;
– l'arrêté du préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, préfet coordonnateur des itinéraires routiers en date du 21 juin 2006 fixant l'organisation de la DIR Nord-Ouest et l'arrêté en date du 12 août 2019 portant réorganisation de la DIR Nord-Ouest ;
– le code des relations entre le public et d'administration, notamment son article L.221-2 ;
– l'organigramme du service ;

**ARRETE**

**Article 1 :**
En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DE MEYÈRE, subdélégation de signature est donnée à :
- **Jean-Pierre JOUFFE**, ingénieur en chef des travaux publics de l'État (TPE) directeur adjoint ingénierie
- **Pascal MALOBERTI**, ingénieur en chef des TPE directeur adjoint exploitation.

**Article 2 :**
Subdélégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions, à l'effet de signer quel que soit leur montant les marchés publics et les actes dévolus au représentant du pouvoir adjudicateur à :
- **Arnaud LE COGUIC**, ingénieur en chef des TPE, chef du service des politiques et des techniques (SPT)
- **Nelson GONCALVES**, ingénieur divisionnaire des TPE, adjoint au chef du SPT
- **Stéphane SANCHEZ**, ingénieur en chef des TPE, secrétaire général
- **François GALLAND,** ingénieur en chef des TPE, chef du service d'ingénierie routière (SIR) de Rouen
- **Mickaël MAGNIER,** ingénieur divisionnaire des TPE, chef du SIR de Caen

**Article 3 :**
Subdélégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions et compétences, à l'effet de signer les marchés à procédure adaptée inférieurs à **90 000 € HT** et les actes dévolus au représentant du

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

pouvoir adjudicateur correspondants, ainsi que les bons de commandes dans le cadre de marchés à bons de commandes soumis à l'avis ou visa du contrôleur budgétaire régional (CBR) à savoir ceux inférieurs à **250 000 € HT** pour le budget de fonctionnement et **500 000 € HT** pour le budget d'investissement, à :

District de Rouen :

**- Thierry JOLLY**, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du district

**- Hélène REGNOUARD**, ingénieur des TPE, adjointe au chef de district

- **Ludovic JOIN**, technicien supérieur en chef du développement durable, adjoint en charge de l'exploitation

District de Manche/Calvados :

- **Benoît HAUCHECORNE**, ingénieur en chef des TPE, chef du district

**- Eric BOGAERT,** ingénieur des TPE, adjoint au chef de district

- **Victorien SOURICE**, technicien supérieur en chef du développement durable, adjoint au chef de district

District d'Evreux :

- **Pierre AUDU**, ingénieur divisionnaire des TPE, chef du district

District de Dreux :

- **Fabrice PAGE**, ingénieur des TPE, chef du district

**Article 4 :**
Subdélégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions et compétences, à l'effet de signer les marchés à procédure adaptée inférieurs à **40 000 € HT** et les actes dévolus au représentant du pouvoir adjudicateur correspondants, ainsi que les bons de commande inférieurs à **90 000 € HT** dans le cadre des marchés à bons de commande, à :

SPT : **Christiane JODET**, attachée principale d'administration d'État, cheffe du pôle programmation et gestion des marchés et, en cas d'absence ou d'empêchement, par **Flavien MOUSSET**, technicien supérieur principal du développement durable, adjoint au chef du pôle programmation et gestion des marchés.

District Manche-Calvados : **Antoine LESDOS**, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable exploitation.

District d'Evreux : **Sébastien BOITELLE**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle exploitation.

District de Dreux : **Bernard BAILLY**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle exploitation.

**Article 5 :**

Subdélégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions et compétences, à l'effet de signer les marchés à procédure adaptée inférieurs à **40 000 € HT** et les actes dévolus au représentant du pouvoir adjudicateur correspondants, à :

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

**- Franck GOUEL**, ingénieur civil divisionnaire de la défense, adjoint au secrétaire général.

- **Luc PENARD**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle moyens généraux et immobilier, et en cas d'absence ou d'empêchement, à **Isabelle HAULLE,** secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, son adjointe.

**Article 6 :**
Subdélégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions et compétences, à l'effet de signer les bons de commande inférieurs à **10 000 € HT** dans le cadre des accords-cadres relatif à la gestion de flotte des véhicules terrestre et relatif aux prestations de gestion de flotte de matériels et engins industriels, de remorque et de leurs équipements, ainsi que les actes dévolus au représentant du pouvoir adjudicateur correspondants, à :
Cellule matériels-radio du pôle exploitation, systèmes et matériels :
- **Marc REZE**, ouvrier des parcs et ateliers, chef de la cellule matériels-radio
- **Erwan LECLINF**, ouvrier des parcs et ateliers, adjoint au chef de la cellule matériels-radio,
- **Thierry COMMEAU**, ouvrier des parcs et ateliers,
- **Laurent ROTUREAU**, ouvrier des parcs et ateliers,
- **Laurent MARIE**, ouvrier des parcs et ateliers,
- **Bruno BOUDET**, ouvrier des parcs et ateliers,
- **Ginette APPAOU,** secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure.

**Article 8 :**
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 9 :**
Dans le cas d'une signature subdéléguée par le directeur de la DIRNO, les décisions relatives à la présente subdélégation ainsi que toutes les correspondances ou actes relatifs aux dossiers instruits par la DIRNO devront être signés dans les conditions suivantes :

POUR LE PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

ET PAR SUBDÉLÉGATION

(suivi de la fonction, du prénom et du nom du bénéficiaire de la subdélégation)

**Article 10 :**

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Rouen, le**

POUR LE PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME
ET PAR DÉLÉGATION

LE DIRECTEUR INTERDÉPARTEMENTAL
DES ROUTES NORD-OUEST,

**Alain de Meyère**

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

# Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

# R28-2020-08-07-006

# Arrêté n°2020-09 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire délégué

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction interdépartementale**
**des routes Nord-Ouest**

# Arrêté n° 2020-09 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire délégué

## Le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest

**VU :**

- la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- la loi n° 82-231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général de la comptabilité publique ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- le décret n°2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;
- l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 modifié portant règlement de la comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
- l'arrêté du Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en date du 30 août 2010, nommant M. Alain DE MEYÈRE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de Directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest à compter du 1er octobre 2010 ;
- l'arrêté du préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, préfet coordonnateur des itinéraires routiers nationaux, en date du 21 juin 2006, fixant l'organisation de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest et l'arrêté en date du 12 août 2019 portant réorganisation de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest ;
- l'arrêté n°19-146 du 3 septembre 2019 de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la Normandie, préfet de la Seine-Maritime, préfet coordonnateur des itinéraires routiers, portant délégation de signature à M. Alain DE MEYÈRE, Directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué ;
- la circulaire n° 2005-20 du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer du 2 mars 2005, relative à la constatation et à la liquidation des dépenses ;
- le code des relations entre le public et d'administration, notamment son article L.221-2 .

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

– l'organigramme du service ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

Subdélégation de signature est donnée à :

1 **Jean-Pierre JOUFFE**, Ingénieur en Chef des Travaux Publics de l'État, Directeur adjoint Ingénierie

2 **Pascal MALOBERTI**, Ingénieur en Chef des Travaux Publics de l'État, Directeur adjoint Exploitation

à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral susvisé, y compris la validation de façon électronique dans les applications Chorus et Chorus Formulaires.

**Article 2 :**

Subdélégation de signature est donnée à :

- **Stéphane SANCHEZ**, Ingénieur en Chef des Travaux Publics de l'État, Secrétaire Général
- **Arnaud LE COGUIC,** Ingénieur en Chef des Travaux Publics de l'État, Chef du Service des Politiques et des Techniques
- **Nelson GONCALVES,** Ingénieur Divisionnaire des Travaux Publics de l'État, Adjoint du chef de Service des Politiques et des Techniques
- **François GALLAND,** Ingénieur en Chef des Travaux Publics de l'État, chef du service d'ingénierie routière de Rouen
- **Mickaël MAGNIER,** Ingénieur Divisionnaire des Travaux Publics de l'État, chef du service d'ingénierie routière de Caen

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences, y compris la validation de façon électronique dans les applications Chorus et Chorus Formulaires :

- les propositions d'engagements auprès du Contrôleur Budgétaire en Région et les pièces justificatives qui les accompagnent
- les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature

**Article 3 :**

Subdélégation de signature est donnée aux chefs et agents d'unités de dépenses désignés ci-après, à l'effet de valider, y compris de façon électronique dans les applications Chorus et Chorus Formulaires, et de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

**SECRETARIAT GENERAL (SG)**

| NOM DU RESPONSABLE | APPELLATION DES UNITES |
|---|---|
| **Franck GOUEL**, Ingénieur Civil Divisionnaire de la Défense | Adjoint au Secrétaire Général |
| **Luc PENARD,** Technicien Supérieur en Chef du Développement Durable,<br><br>En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation est donnée à **Isabelle HAULLE,** Secrétaire d'Administration et de Contrôle du Développement Durable Classe Exceptionnelle<br><br>**Sonia DI-GRAZIA**, Adjointe Administrative des Administrations de l'État | Pôle moyens généraux et immobilier<br><br>y compris la validation de façon électronique dans le logiciel Chorus DT<br><br>uniquement pour l'utilisation de module « Nouvelle communication » dans l'application CHORUS Formulaires |
| **Natacha PERNEL,** Attachée d'Administration de l'État,<br><br>En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation est donnée à **Ana-Maria OLIVEIRA,** Secrétaire d'Administration et de Contrôle du Développement Durable de Classe Supérieure | Pôle juridique<br><br>uniquement pour les pièces de liquidation des recettes |

**SERVICE DES POLITIQUES ET DES TECHNIQUES (SPT)**

| NOM DU RESPONSABLE | APPELLATION DES UNITES |
|---|---|
| **Christiane JODET,** Attachée Principale d'Administration de l'État<br><br>En son absence, l'intérim comptable sera confié à **Flavien MOUSSET**, Technicien Supérieur Principal du Développement Durable<br><br>**Claudine DUVALET**, Secrétaire d'Administration et de Contrôle du Développement Durable de Classe Exceptionnelle<br><br>**Nathalie LEMONNIER**, Adjointe Administrative des Administrations de l'État | Pôle programmation et gestion des marchés<br><br>uniquement pour l'utilisation de module « Nouvelle communication » dans l'application CHORUS Formulaires |

**DISTRICTS**

| NOM DU RESPONSABLE | APPELLATION DES UNITES |
|---|---|
| **Thierry JOLLY**, Ingénieur Divisionnaire des Travaux Publics de l'État | District de Rouen |

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

| | |
|---|---|
| En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation est donnée à ses adjoints **Hélène REGNOUARD**, Ingénieur des Travaux Publics de l'État, **Ludovic JOIN**, technicien supérieur en chef du développement durable.<br><br>**Thierry DANTAN**, Technicien Supérieur Principal du Développement Durable<br>**Karine PRIGENT**, Adjointe Administrative des Administrations de l'État<br>**Lyse THURIN**, Adjointe Administrative des Administrations de l'État | uniquement pour l'utilisation de module « Nouvelle communication » dans l'application CHORUS Formulaires |
| **Benoît HAUCHECORNE**, Ingénieur en Chef des Travaux Publics de l'État<br><br>**Eric BOGAERT**, Ingénieur des Travaux Publics de l'État, adjoint au chef du district Manche Calvados<br>**Victorien SOURICE**, Technicien Supérieur en Chef du Développement Durable, adjoint au chef du district Manche Calvados<br><br>En cas d'absence ou d'empêchement la délégation est donnée à **Antoine LESDOS**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle exploitation de Caen<br><br>**Priscillia LEROY**, Secrétaire Administrative Classe Supérieure<br>**Marie-Claude CROTEAU**, Adjointe Administrative des Administrations de l'État<br>**Nadine FAUCON**, Adjointe Administrative des Administrations de l'État | District Manche-Calvados<br><br>uniquement pour l'utilisation de module « Nouvelle communication » dans l'application CHORUS Formulaires |
| **Pierre AUDU**, Ingénieur Divisionnaire des Travaux Publics de l'État<br><br>En cas d'absence ou d'empêchement la délégation est donnée à **Sébastien BOITTELLE**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle exploitation<br><br>**Caroline LENOIR**, Adjointe Administrative des Administrations de l'État | District d'Évreux<br><br>uniquement pour l'utilisation de module « Nouvelle communication » dans l'application CHORUS Formulaires |
| **Fabrice PAGE**, Ingénieur des Travaux Publics de l'État<br><br>En cas d'absence ou d'empêchement la délégation est donnée à **Bernard BAILLY**, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du pôle exploitation de Dreux | District de Dreux |
| **Véronique LE MENN**, Secrétaire d'Administration et de Contrôle du Développement Durable Classe Exceptionnelle<br>**Élisabeth VIDAL**, Adjointe Administrative des Administrations de l'État<br>**Nadia ZIHOUNE**, Adjointe Administrative des Administrations de l'État | uniquement pour l'utilisation de module « Nouvelle communication » dans l'application CHORUS Formulaires |

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

**Article 4** :

En cas d'absence du titulaire de l'unité de dépenses, l'intérim comptable sera confié à un autre chef d'unité de dépenses.

**Article 5:**

Dans le cas d'une signature subdéléguée par le directeur de la DIRNO, les décisions relatives à la présente subdélégation ainsi que toutes les correspondances ou actes relatifs aux dossiers instruits par la DIRNO devront être signés dans les conditions suivantes :

POUR LE PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

ET PAR SUBDÉLÉGATION

(suivi de la fonction, du prénom et du nom du bénéficiaire de la subdélégation)

**Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Rouen, le**

POUR LE PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME
ET PAR DÉLÉGATION

LE DIRECTEUR INTERDÉPARTEMENTAL
DES ROUTES NORD-OUEST,

**Alain de Meyère**

Immeuble Abaquesne
97, boulevard de l'Europe – CS 61141 – 76175 ROUEN Cedex 1
Tél : 33(0)2 76 00 03 66
www.dir.nord-ouest.developpement-durable.gouv.fr

# Direction interrégionale de la mer Manche est - Mer du Nord

## R28-2020-08-07-001

## Arrêté n° 151/2020 du 7 août 2020 fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe)

*Arrêté n° 151/2020 du 7 août 2020 fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe)*

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction interrégionale de la mer**
**Manche Est – Mer du Nord**

**Service Régulation des Activités et des Emplois Maritimes**
*Unité Réglementation des Ressources Marines*

Le Havre, le 7 août 2020

# ARRÊTÉ n°151 /2020

## Fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe)

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime**
**Officier de l'ordre de la Légion d'honneur**
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

**Vu** la convention de coopération interservices du 11 décembre 2017 des préfets de la Manche, du Calvados, de la Somme, du Pas-de-Calais, du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime et du préfet de la région Hauts-de-France, pour la création d'une délégation interservices (DIS) chargée d'assurer la police sanitaire de la pêche des pectinidés pour les zones de pêche non classées dans les eaux au large de la façade maritime Manche-Est – mer du Nord, assurée par le directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord (DIRM-MEMN) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°71/2019 du 24 mai 2019 portant réglementation de la pêche du pétoncle blanc – vanneau- (*Aequipecten opercularis*) en Manche-Est (Zone CIEM VIId) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°126/2020 du 10 juillet 2020 portant sectorisation pour le suivi sanitaire et la gestion des zones de pêche de pétoncles blancs vanneaux (*Aequipecten opercularis*) en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe) ;

**Vu** l'arrêté du préfet de la Manche du 03 juin 2019 portant délégation de signature à M. Jean-Marie COUPU, directeur interrégional de la mer Manche-Est – mer du Nord, à l'effet de signer les actes en rapport avec les attributions de la délégation interservices « pectinidés » Manche-Est-mer du Nord du département de la Manche ;

**Vu** l'arrêté du préfet de la Seine-Maritime du 28 juin 2019 portant délégation de signature à M. Jean-Marie COUPU, directeur interrégional de la mer Manche-Est – mer du Nord, à l'effet de signer les actes en rapport avec les attributions de la délégation interservices « pectinidés » Manche-Est-mer du Nord du département de la Seine-Maritime ;

**Vu** l'arrêté du préfet du Calvados du 06 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Jean-Marie COUPU, directeur interrégional de la mer Manche-Est – mer du Nord, à l'effet de signer les actes en rapport avec les attributions de la délégation interservices « pectinidés » Manche-Est-mer du Nord du département du Calvados ;

**Vu** la décision directoriale n°091/2020 du 27 janvier 2020 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;

**Vu** la décision directoriale n°496/2020 du 06 juillet 2020 relative à l'intérim du directeur interrégional de la mer Manche Est - Mer du Nord ;

**Vu** la décision directoriale n°513/2020 du 10 juillet 2020 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité pour les actes et les décisions en matière de police sanitaire pour les zones de pêche des pectinidés en Manche Est – Mer du Nord ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

**Considérant** les résultats des analyses sanitaires du LDA76 des 4 et 6 août 2020 et du LABEO14 des 04 et 07 août 2020 ; l'absence de prélèvements sanitaires dans les zones de pêche de Serq en Manche-Ouest et 1 et 3 en Manche-Est ;

**Sur** proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est-mer du Nord ;

## ARRÊTE

**Article 1 :**

A compter de la diffusion du présent arrêté, le statut des zones de pêche du pétoncle est défini dans le tableau ci-dessous :

| Secteur | Zones | Statut de la zone |
|---|---|---|
| Manche-Est | 1 | FERME<br>Absence de prélèvement sanitaire |
| | 2 | OUVERT |
| | 3 | FERME<br>Absence de prélèvement sanitaire |
| Manche-Ouest | Casquets | OUVERT |
| | Hanois | OUVERT |
| | Sercq | FERME<br>Absence de prélèvement sanitaire |

**Article 2 :**

L'arrêté n°146/2020 du 4 août 2020 fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe) est abrogé.

**Article 3 :**

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Normandie.

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur interrégional et par subdélégation,
l'administrateur de 1ère classe des affaires maritimes

*Signé*

Olivier DION

Collection des décisions: préfecture Normandie
Destinataires :
CNSP – CROSS Etel
DDTM-DML 50, 14, 76, 22, 35
DDPP 50, 76, 14, 22, 35
DRAAF Normandie
DGAL
DIRM NAMO
Groupement de gendarmerie maritime Manche Mer du Nord
DR SGC Douanes (Rouen)
CRPMEM Normandie, Bretagne.
OP CME, FROM Nord, OPN
IFREMER Port-en-Bessin,
DIRMer MEMNor

# Direction interrégionale de la mer Manche est - Mer du Nord

## R28-2020-08-11-003

## Arrêté n° 153-2020 en date du 11 août 2020 portant suspension de la pêche sur la zone A et l'ouverture de la pêche à pied des coques sur les zones B et C des gisement de la baie de Somme Nord - Zone de production 80.03 (Département de la Somme)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction interrégionale de la mer**
**Manche Est – Mer du Nord**

Le Havre, le 11 août 2020

**Service Régulation des Activités et des Emplois Maritimes**
*Unité Réglementation des Ressources Marines*

# ARRÊTÉ n° 153 / 2020
## Portant suspension de la pêche sur la zone A et l'ouverture de la pêche à pied des coques sur les zones B et C des gisements de la baie de Somme Nord – Zone de production 80.03 (Département de la Somme)

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime**
**Officier de l'ordre de la Légion d'honneur**
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

**Vu** le décret n° 94-231 du 21 mars 1994 portant création de la réserve naturelle de la baie de Somme (département de la Somme) ;

**Vu** le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 octobre 2012 modifié relatif à l'obligation de déclarations statistiques en matière de produits de la pêche maritime à pied professionnelle ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 octobre 2012 modifié déterminant la taille minimale ou le poids minimal de capture des poissons et autres organismes marins (pour une espèce donnée ou pour une zone géographique donnée) effectuée dans le cadre de la pêche maritime de loisir ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 28 janvier 2013 modifié déterminant la taille minimale ou le poids minimal de capture et de débarquement des poissons et autres organismes marins pour la pêche professionnelle ;

**Vu** l'arrêté du préfet de la Somme du 7 avril 2004 réglementant la circulation des véhicules et engins à moteur, sur les dunes, le rivage de la mer et les plages appartenant au domaine public maritime ;

**Vu** l'arrêté de la Préfète de la Somme du 20 décembre 2019 portant classement de salubrité des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants de la Somme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 47/2018 du 31 mai 2018 portant réglementation de l'exercice de la pêche à pied des coques sur les gisements naturels des départements du Pas-de-Calais et de la Somme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 5/2020 du 08 janvier 2020 rendant obligatoire la délibération n° 24/2019 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Hauts de France relative à l'attribution des licences de pêche à pied professionnelle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 94/2020 du 15 mai 2020 rendant obligatoire la délibération n° 16/2020 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Hauts de France fixant les contingents

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99 – fax : 33 (0) 2 35 43 38 70
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

de licences de pêche à pied mention « coques », « moules Pas-de-Calais », « moules Somme » et « lavignons » pour la campagne 2020 – 2021 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° SGAR/19.080 du 23 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'activités à Monsieur Jean-Marie COUPU, Directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

**Vu** la décision directoriale n° 091/2020 du 27 janvier 2020 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est - mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;

**Vu** la décision directoriale n°496/2020 du 06 juillet 2020 relative à l'intérim du directeur interrégional de la mer Manche Est-Mer du Nord ;

**Vu** la sollicitation de l'avis du Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale par mail du 05 août 2020 pour l'exploitation des zones A , B et C ;

**Considérant** que les membres de la commission de visite des gisements de coques des départements du Pas-de-Calais et de la Somme, consultés par mail en date du 04 août 2020, ont émis un avis favorable à la fermeture de la zone de pêche A et à l'ouverture des zones B et C ;

**Considérant** que le GEMEL a estimé à 7500 tonnes le tonnage de coques exploitables dans les zones B et C délimitées sur la carte jointe ;

**Considérant** que la sensibilité du littoral nécessite la mise en place d'un accès spécifique aux gisements, d'une limitation de la circulation et du stationnement sur le domaine public maritime ;

**Sur** proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est - Mer du Nord ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du lundi 17 août 2020 et jusqu'à la parution d'un arrêté autorisant à nouveau la récolte des coques, la pêche à pied des coques (*Cerastoderma edule*), à titre professionnel et de loisir, est interdite sur la zone A délimitée comme suit :

| Zone A | | | |
|---|---|---|---|
| NUM_POINTS | ZONE | X | Y |
| A | A | 1°34'9.826"E | 50°14'1.847"N |
| B | A | 1°34'38.904"E | 50°14'8.133"N |
| C | A | 1°34'53.101"E | 50°14'8.848"N |
| D | A | 1°35'9.781"E | 50°13'52.394"N |
| E | A | 1°35'10.993"E | 50°13'39.739"N |
| F | A | 1°35'30.229"E | 50°13'37.573"N |
| G | A | 1°35'12.336"E | 50°14'13.659"N |
| H | A | 1°35'3.934"E | 50°14'10.441"N |
| Q | A | 1°36'10.781"E | 50°12'49.733"N |
| R | A | 1°36'0.280"E | 50°12'50.073"N |
| S | A | 1°36'2.278"E | 50°12'55.451"N |
| T | A | 1°35'13.497"E | 50°13'17.537"N |
| U | A | 1°35'13.114"E | 50°13'22.704"N |
| V | A | 1°34'55.096"E | 50°13'42.754"N |
| I | A | 1°34'34.542"E | 50°14'20.751"N |
| J | A | 1°34'35.638"E | 50°14'32.697"N |
| K | A | 1°34'50.757"E | 50°14'41.440"N |
| L | A | 1°35'19.674"E | 50°14'41.405"N |
| M | A | 1°35'12.301"E | 50°14'35.445"N |
| N | A | 1°36'43.903"E | 50°13'12.216"N |
| O | A | 1°36'37.264"E | 50°12'53.476"N |
| P | A | 1°36'20.594"E | 50°12'44.030"N |

La pêche à pied des coques (*Cerastoderma edule*) à titre professionnel et de loisir est autorisée du lundi 17 août 2020 au vendredi 02 octobre 2020 inclus sur les gisements de la baie de Somme nord (zone de production 80.03 classée en « B ») sur les deux zones délimitées comme suit et définies par la carte jointe en annexe du présent arrêté :

| Zone B | | | |
|---|---|---|---|
| NUM_POINTS | ZONE | X | Y |
| H | B | 1°33'33.081"E | 50°14'19.281"N |
| I | B | 1°32'50.855"E | 50°14'30.714"N |
| J | B | 1°32'21.442"E | 50°14'45.810"N |
| A | B | 1°32'16.817"E | 50°15'10.366"N |
| B | B | 1°33'1.902"E | 50°15'8.890"N |
| C | B | 1°33'54.350"E | 50°14'42.508"N |
| D | B | 1°34'42.196"E | 50°14'53.987"N |
| E | B | 1°34'54.073"E | 50°14'42.447"N |
| F | B | 1°34'35.426"E | 50°14'37.083"N |
| G | B | 1°34'28.841"E | 50°14'27.590"N |

| Zone C | | | |
|---|---|---|---|
| H | C | 1°31'52.366"E | 50°15'39.904"N |
| C | C | 1°31'53.230"E | 50°15'28.136"N |
| D | C | 1°32'11.199"E | 50°15'13.354"N |
| E | C | 1°32'24.044"E | 50°15'18.505"N |
| F | C | 1°32'10.730"E | 50°15'22.096"N |
| G | C | 1°32'8.573"E | 50°15'29.290"N |
| I | C | 1°31'49.964"E | 50°15'43.647"N |
| J | C | 1°31'55.307"E | 50°15'53.569"N |
| K | C | 1°31'58.693"E | 50°16'18.739"N |
| A | C | 1°31'52.361"E | 50°16'20.469"N |
| B | C | 1°31'43.221"E | 50°15'48.357"N |

Les zones pourront faire l'objet, par le représentant du département, d'un ajustement géographique local et temporaire pour prendre en compte la présence d'espèces protégées,

La pêche de loisir est ouverte tous les jours.

La pêche demeure interdite sur les autres gisements situés dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme. La pêche peut être interdite par arrêté du Préfet de département concerné en cas d'alerte sanitaire.

**Article 2 :**

La récolte est fixée à 192 kg bruts par pêcheur professionnel titulaire d'une licence « coques 2020 » et par jour,

**Article 3 :**

Pour s'assurer que l'activité de pêche à pied ne porte pas atteinte aux objectifs de conservation des sites et dans le but de minimiser le dérangement des oiseaux migrateurs et des phoques, les temps de présence sont fixés comme suit (Heures de basse mer du Tréport).

| Date | Horaire de marée haute | Horaire de marée basse | heure de descente autorisée | Horaire obligatoire d'arrivée sur le parking |
|---|---|---|---|---|
| lundi 17 août 2020 | 11 h 22 | 18 h 17 | 14 h 30 à 17 h 00 | 19 h 00 |
| mardi 18 août 2020 | 12 h 12 | 19 h 10 | 15 h 30 à 18 h 00 | 20 h 00 |
| mercredi 19 août 2020 | 00 h 32 | 07 h 39 | 06 h 30 à 09 h 00 | 11 h 00 |
| jeudi 20 août 2020 | 01 h 18 | 08 h 28 | 06 h 30 à 09 h 00 | 11 h 00 |
| vendredi 21 août 2020 | 02 h 03 | 09 h 12 | 06 h 30 à 09 h 00 | 11 h 00 |
| lundi 24 août 2020 | 04 h 09 | 11 h 13 | 07 h 30 à 10 h 00 | 12 h 00 |
| mardi 25 août 2020 | 04 h 52 | 11 h 53 | 08 h 00 à 10 h 30 | 12 h 30 |
| mercredi 26 août 2020 | 05 h 42 | 12 h 41 | 08 h 30 à 11 h 00 | 13 h 00 |
| jeudi 27 août 2020 | 06 h 47 | 13 h 44 | 10 h 00 à 12 h 30 | 14 h 30 |
| vendredi 28 août 2020 | 08 h 11 | 15 h 08 | 11 h 30 à 14 h 00 | 16 h 00 |
| lundi 31 août 2020 | 11 h 42 | 18 h 41 | 15 h 00 à 17 h 30 | 19 h 30 |
| mardi 1 septembre 2020 | 12 h 26 | 19 h 26 | 16 h 00 à 18 h 30 | 20 h 30 |
| mercredi 2 septembre 2020 | 13 h 04 | 20 h 03 | 16 h 30 à 19 h 00 | 20 h 30 |
| jeudi 3 septembre 2020 | 01 h 20 | 08 h 21 | 07 h 00 à 09 h 30 | 11 h 30 |
| vendredi 4 septembre 2020 | 01 h 53 | 08 h 53 | 07 h 00 à 09 h 30 | 11 h 30 |
| lundi 7 septembre 2020 | 03 h 20 | 10 h 12 | 07 h 00 à 09 h 30 | 11 h 30 |
| mardi 8 septembre 2020 | 03 h 46 | 10 h 36 | 07 h 00 à 09 h 30 | 11 h 30 |
| mercredi 9 septembre 2020 | 04 h 15 | 11 h 07 | 07 h 30 à 10 h 00 | 12 h 00 |
| jeudi 10 septembre 2020 | 04 h 51 | 11 h 45 | 08 h 00 à 10 h 30 | 12 h 30 |
| vendredi 11 septembre 2020 | 05 h 41 | 12 h 39 | 08 h 30 à 11 h 00 | 13 h 00 |
| lundi 14 septembre 2020 | 10 h 00 | 16 h 51 | 13 h 30 à 16 h 00 | 18 h 00 |
| mardi 15 septembre 2020 | 10 h 58 | 17 h 53 | 14 h 30 à 17 h 00 | 19 h 00 |
| mercredi 16 septembre 2020 | 11 h 50 | 18 h 49 | 15 h 30 à 18 h 00 | 20 h 00 |
| jeudi 17 septembre 2020 | 12 h 37 | 19 h 41 | 16 h 00 à 18 h 30 | 20 h 00 |
| vendredi 18 septembre 2020 | 00 h 58 | 08 h 07 | 07 h 00 à 09 h 30 | 11 h 30 |
| lundi 21 septembre 2020 | 03 h 07 | 10 h 12 | 07 h 00 à 09 h 30 | 11 h 30 |
| mardi 22 septembre 2020 | 03 h 47 | 10 h 49 | 07 h 00 à 09 h 30 | 11 h 30 |
| mercredi 23 septembre 2020 | 04 h 29 | 11 h 28 | 07 h 30 à 10 h 00 | 12 h 00 |
| jeudi 24 septembre 2020 | 05 h 17 | 12 h 14 | 09 h 00 à 11 h 30 | 13 h 30 |
| vendredi 25 septembre 2020 | 06 h 23 | 13 h 20 | 10 h 00 à 12 h 30 | 14 h 30 |
| lundi 28 septembre 2020 | 10 h 32 | 17 h 32 | 14 h 00 à 16 h 30 | 18 h 30 |
| mardi 29 septembre 2020 | 11 h 21 | 18 h 23 | 15 h 00 à 17 h 30 | 19 h 30 |
| mercredi 30 septembre 2020 | 12 h 02 | 19 h 04 | 15 h 30 à 18 h 00 | 19 h 30 |
| jeudi 1 octobre 2020 | 12 h 37 | 19 h 37 | 16 h 00 à 18 h 30 | 20 h 30 |
| vendredi 2 octobre 2020 | 00 h 53 | 07 h 52 | 07 h 30 à 10 h 00 | 12 h 30 |

Aucun pêcheur ne devra être présent sur le domaine public maritime pour accéder aux gisements et pêcher les coques en dehors de ces horaires.

Seuls les tracteurs titulaires d'une dérogation à la circulation sur le domaine public maritime pourront accéder aux gisements du Crotoy par l'accès à la mer du centre conchylicole. Ils seront stationnés à proximité des gisements.

**Article 4** :

Dans le cadre de la mise en œuvre des gestes barrières visant à limiter la propagation de l'épidémie liée au coronavirus Covid 19, les mesures suivantes doivent être respectées durant le trajet vers le lieu de pêche :

- un espacement d'un mètre entre chaque pêcheur à pied professionnel
- le port du masque de protection obligatoire quand la distanciation ne peut pas être respectée.

L'irrespect de l'une de ces dispositions entraîne la suspension de l'autorisation de pêche des coques.

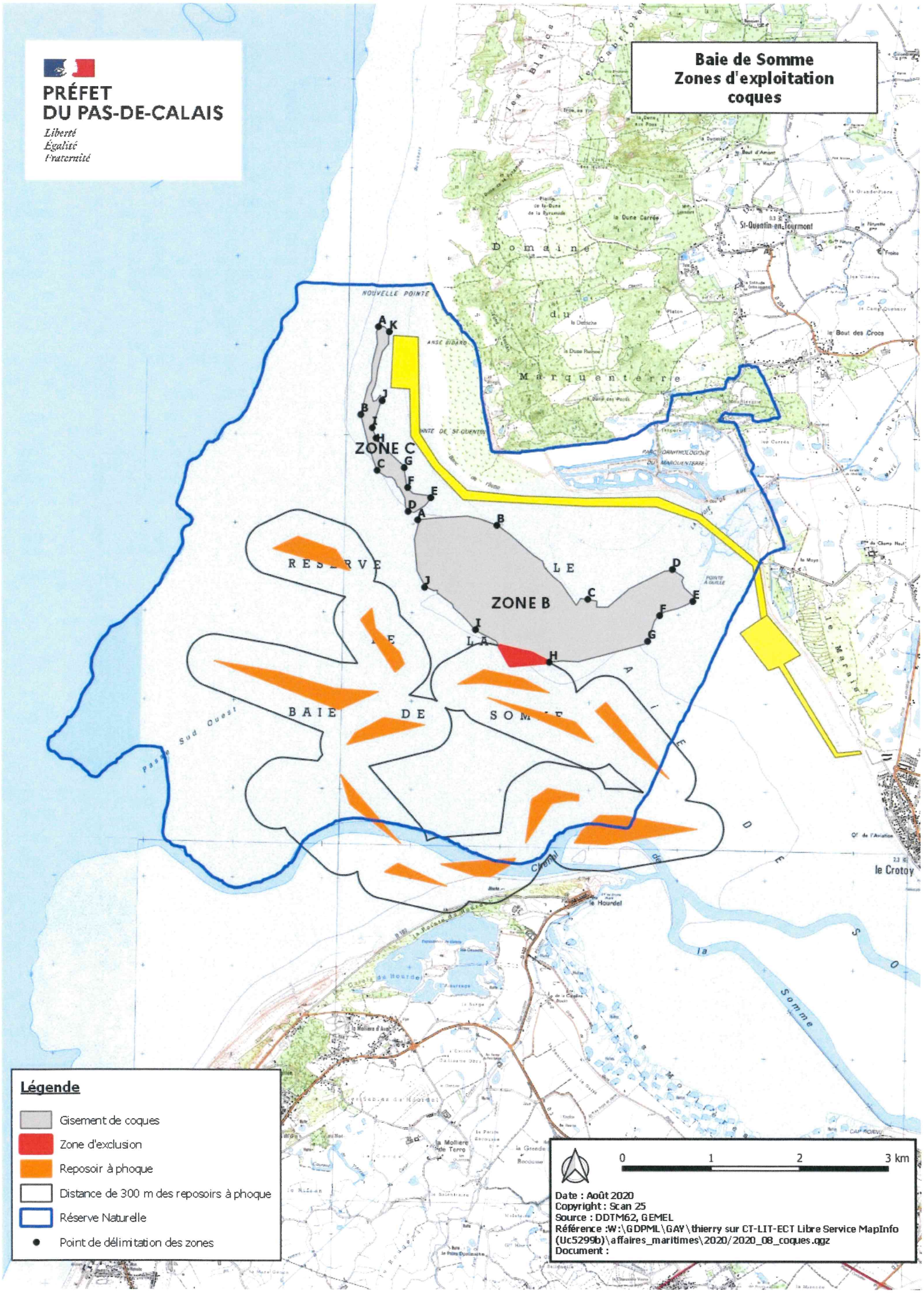
**Article 5 :**

Le directeur interrégional de la mer Manche Est - Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de région Normandie et Hauts-de-France.

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur interrégional et par subdélégation,
l'administrateur de 1ère classe des affaires maritimes

Olivier DION

Destinataires :
- CNSP CROSS Etel
- CACEM
- Sous-Préfecture d'Abbeville
- DDTM-DML 62-80, 59
- DDPP 62-80, 59
- Centre IFREMER de Boulogne-sur-mer
- Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale
- Toutes mairies littorales de la Somme (pour affichage)
- Associations de pêcheurs de loisir
- C.R.P.M.E.M. Hauts de France
- Oncfs du Pas-de-Calais et de la Somme
- Vedette de surveillance littorale ARMOISE - ULAM 62
- Gendarmerie maritime : (BSL BL et vedette Scarpe P604)
- Compagnie de gendarmerie départementale d'Abbeville
- DIRMer MEMNor et MT de Boulogne-sur-mer




**Carte présentée à titre d'illustration et ne présentant aucune valeur juridique**

Direction interrégionale de la mer Manche est - Mer du Nord

R28-2020-08-07-002

# Arrêté n°152 /2020 en date du 07/08/2020 abrogeant les arrêtés n°147/2020 du 4 août 2020 portant réglementation des conditions de débarquement, de transport, d’expédition, de stockage, de commercialisation et de mise à la consommation humaine des pétoncles blancs -vanneaux (Aequipecten opercularis) en provenance de la zone des Hanois au large du département de la Manche et n° 148/2020 réglementant le décorticage sanitaire des pétoncles, en application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 147/2020 du 4 août 2020

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction interrégionale de la mer**
**Manche Est – Mer du Nord**

**Service Régulation des Activités et des Emplois Maritimes**
*Unité Réglementation des Ressources Marines*

Le Havre, le 7 août 2020

# ARRÊTÉ n°152 /2020

**Abrogeant les arrêtés n°147/2020 du 4 août 2020 portant réglementation des conditions de débarquement, de transport, d'expédition, de stockage, de commercialisation et de mise à la consommation humaine des pétoncles blancs – vanneaux (*Aequipecten opercularis*) en provenance de la zone des Hanois au large du département de la Manche et n°148/2020 du 4 août 2020 réglementant le décorticage sanitaire des pétoncles, en application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°147/2020 du 4 août 2020**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime**
**Officier de l'ordre de la Légion d'honneur**
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

**Vu** la convention de coopération interservices du 11 décembre 2017 des préfets de la Manche, du Calvados, de la Somme, du Pas-de-Calais, du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime et du préfet de la région Hauts-de-France, pour la création d'une délégation interservices (DIS) chargée d'assurer la police sanitaire de la pêche des pectinidés pour les zones de pêche non classées dans les eaux au large de la façade maritime Manche-Est – mer du Nord, assurée par le directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord (DIRM-MEMN) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°71/2019 du 24 mai 2019 portant réglementation de la pêche du pétoncle blanc – vanneau- (*Aequipecten opercularis*) en Manche-Est (Zone CIEM VIId) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°126/2020 du 10 juillet 2020 portant sectorisation pour le suivi sanitaire et la gestion des zones de pêche de pétoncles blancs vanneaux (*Aequipecten opercularis*) en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°147/2020 du août 2020 portant réglementation des conditions de débarquement, de transport, d'expédition, de stockage, de commercialisation et de mise à la consommation humaine des pétoncles blancs – vanneaux (*Aequipecten opercularis*) en provenance de la zone des Hanois au large du département de la Manche ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°148/2020 du 4 août 2020 réglementant le décorticage sanitaire des pétoncles, en application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°147/2020 du août 2020 portant réglementation des conditions de débarquement, de transport, d'expédition, de stockage, de commercialisation et de mise à la consommation humaine des pétoncles blancs – vanneaux (*Aequipecten opercularis*) en provenance de la zone des Hanois au large du département de la Manche ;

Vu l'arrêté préfectoral n°151/2020 du 7 août 2020 fixant le régime des zones de pêches du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe) ;

**Vu** l'arrêté du préfet de la Manche du 03 juin 2019 portant délégation de signature à M. Jean-Marie COUPU, directeur interrégional de la mer Manche-Est – mer du Nord, à l'effet de signer les actes en rapport avec les attributions de la délégation interservices « pectinidés » Manche-Est-mer du Nord du département de la Manche ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

**Vu** l'arrêté du préfet du Calvados du 06 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Jean-Marie COUPU, directeur interrégional de la mer Manche-Est – mer du Nord, à l'effet de signer les actes en rapport avec les attributions de la délégation interservices « pectinidés » Manche-Est-mer du Nord du département du Calvados ;

**Vu** la décision directoriale n°091/2020 du 27 janvier 2020 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;

**Vu** la décision directoriale n°496/2020 du 06 juillet 2020 relative à l'intérim du directeur interrégional de la mer Manche Est-Mer du Nord ;

**Vu** la décision directoriale n°513/2020 du 10 juillet 2020 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité pour les actes et les décisions en matière de police sanitaire pour les zones de pêche des pectinidés en Manche Est – Mer du Nord ;

**Considérant** les résultats des analyses sanitaires du LDA76 du 4 août 2020 et du LABEO14 des 30 juillet et 07 août 2020 ;

**Sur** proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est-mer du Nord ;

## ARRÊTE

**Article 1 :**

Les arrêtés préfectoraux n°147/2020 et n°148/2020 du 4 août 2020 susvisés sont abrogés.

**Article 2 :**

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Normandie.

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur interrégional et par subdélégation,
l'administrateur de 1ère classe des affaires maritimes

Olivier DION

Collection des décisions: préfecture Normandie
Destinataires :
CNSP – CROSS Etel
DDTM-DML 50, 14, 76, 22, 35
DDPP 50, 76, 14, 22, 35
DRAAF Normandie
DGAL
DIRM NAMO
Groupement de gendarmerie maritime Manche Mer du Nord
DR SGC Douanes (Rouen)
CRPMEM Normandie, Bretagne.
OP CME, FROM Nord, OPN
IFREMER Port-en-Bessin,
DIRMer MEMNor

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

## R28-2020-08-10-001

## Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de L'EURE - aout 2020

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles

Dossier suivi par: Marie-Cécile HEBRANT

Tél: 02.32.29.60.19

Fax: 02.32.29.60.69

Mél: ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr

Notre référence : VANDEWALLE LAURENT

Evreux, le - 2 JAN. 2020

VANDEWALLE LAURENT

20 HAMEAU DE SANVILLIERS

GRANDVILLIERS
27240 MESNILS-SUR-ITON

Objet: Avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour reprise à titre individuel portant sur 116,8598 ha, située(s) et référencée(s) comme suit:

| COMMUNE | Section | Numéro(s) de parcelle |
|---|---|---|
| BRETEUIL | - AC | 153 |
| | - XC | 7 |
| | - XC | 8 |
| | - XE | 3 |
| | - XE | 4 |
| | - ZC | 9 |
| | - ZE | 53 |
| | - ZE | 7 |
| | - ZH | 47 |
| LA VIEILLE LYRE | - E | 105 |
| | - E | 159 |
| | - E | 160 |
| | - E | 161 |
| | - E | 185 |
| | - E | 186 |
| | - E | 254 |
| | - ZE | 51 |
| | - ZE | 56 |
| | - ZE | 6 |
| | - ZE | 69 |
| | - ZE | 70 |
| | - ZE | 71 |
| | - ZE | 72 |
| | - ZE | 73 |
| | - ZE | 77 |
| | - ZE | 79 |
| | - ZE | 80 |
| | - ZE | 81 |

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 20/12/2019

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Vous pourrez consulter sur le site du Recueil des Actes Administratifs régional, la publication de cet accusé réception qui fera foi de cette autorisation tacite.

http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/tags/view/Normandie/Documents+et+publications/Recueil+des+actes+administratifs

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations et groupement des exploitations agricoles,

Bruno GONTHIER GILLIS

Direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure -CS 42205- 1, avenue du Maréchal Foch 27022 EVREUX CEDEX tél : 02 32 29 60 60
Heures d'ouverture au public : du lundi au jeudi 8h45 à 12h15/13h45 à 17h00 – vendredi et veille de jours fériés fermeture à 16h00

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer
Service économie agricole,
territoires ruraux
Unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par: Marie-Cécile HEBRANT
Tél: 02.32.29.60.19
Fax: 02.32.29.60.69
Mél: ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr

Notre référence : EARL CASTEL TILLEUL

Evreux, le – 2 JAN. 2020

EARL CASTEL TILLEUL
8 RUE DU CHANTELOUP
27170 TILLEUL DAME AGNES

Objet: Avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour pour l'entrée de Madame Virginie CASTEL au sein de l'EARL CASTEL TILLEUL portant sur 122,3254 ha, située(s) et référencée(s) comme suit:

| COMMUNE | Section | Numéro(s) de parcelle |
|---|---|---|
| COLLANDRES QUINCARNON | - ZB | 12 |
| | - ZB | 14 |
| | - ZB | 16 |
| | - ZB | 17 |
| | - ZB | 18 |
| | - ZB | 19 |
| | - ZB | 20 |
| LOUVERSEY | - ZB | 2 |
| | - ZI | 10 |
| | - ZI | 119 |
| | - ZI | 12 |
| | - ZI | 120 |
| | - ZI | 35 |
| | - ZI | 36 |
| | - ZI | 37 |
| | - ZI | 38 |
| | - ZI | 39 |
| | - ZI | 40 |
| | - ZI | 41 |
| | - ZI | 5 |
| | - ZI | 6 |
| | - ZI | 8 |
| | - ZI | 9 |
| PORTES | - ZI | 74 |
| TILLEUL DAME AGNES | - B | 707 |
| | - B | 708 |
| | - B | 710 |
| | - B | 713 |
| | - ZC | 12 |
| | - ZC | 13 |
| | - ZC | 15 |
| | - ZC | 19 |

| | | |
|---|---|---|
| TILLEUL DAME AGNES | - ZC | 20 |
| | - ZC | 22 |
| | - ZC | 23 |
| | - ZC | 25 |
| | - ZC | 34 |
| | - ZC | 35 |
| | - ZC | 37 |
| | - ZC | 61 |
| | - ZC | 63 |
| | - ZD | 15 |
| | - ZD | 17 |
| | - ZD | 2 |
| | - ZD | 38 |
| | - ZD | 39 |
| | - ZD | 4 |
| | - ZD | 40 |
| | - ZD | 5 |

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 23/12/2019

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Vous pourrez consulter sur le site du Recueil des Actes Administratifs régional, la publication de cet accusé réception qui fera foi de cette autorisation tacite.

http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/tags/view/Normandie/Documents+et+publications/Recueil+des+actes+administratifs

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations et groupement des exploitations agricoles,

Bruno GONTHIER GILLIS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles

Dossier suivi par: Marie-Cécile HEBRANT
Tél: 02.32.29.60.19
Fax: 02.32.29.60.69
Mél: ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr

Evreux, le - 2 JAN. 2020

EARL CHRISTOPHE DE TAEVERNIER

LE GRAND MESNIL

27390 MONTREUIL L ARGILLE

Notre référence : EARL CHRISTOPHE DE TAEVERNIER

Objet: Avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur le gérant,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour la création de l'EARL CHRISTOPHE DE TAEVERNIER portant sur 182,8718 ha, située(s) et référencée(s) comme suit:

| COMMUNE | Section | Numéro(s) de parcelle |
|---|---|---|
| LA GOULAFRIERE | - YB | 14 |
| | - YB | 15 |
| | - YL | 17 |
| | - YL | 19 |
| | - YM | 23 |
| | - ZC | 29 |
| | - ZC | 30 |
| | - ZC | 31 |
| | - ZC | 32 |
| MONNAI - 61470 | - G | 1 |
| | - G | 10 |
| | - G | 11 |
| | - G | 503 |
| | - G | 606 |
| | - G | 612 |
| | - G | 615 |
| | - G | 7 |
| | - G | 8 |
| | - G | 9 |
| MONTREUIL L ARGILLE | - B | 100 |
| | - B | 310 |
| | - B | 325 |
| | - B | 337 |
| | - B | 92 |
| | - B | 94 |
| | - B | 95 |
| | - ZL | 20 |
| | - ZL | 21 |
| | - ZL | 6 |
| VERNEUSSES | - B | 51 |
| | - C | 225 |
| | - C | 27 |

| | | |
|---|---|---|
| VERNEUSSES | - C | 83 |
| | - E | 1 |
| | - E | 106 |
| | - E | 107 |
| | - E | 112 |
| | - E | 113 |
| | - E | 114 |
| | - E | 117 |
| | - E | 118 |
| | - E | 119 |
| | - E | 120 |
| | - E | 63 |
| | - E | 71 |
| | - E | 72 |
| | - E | 75 |
| | - E | 80 |
| | - E | 81 |
| | - E | 82 |
| | - E | 83 |
| | - E | 84 |
| | - E | 85 |
| | - E | 87 |
| | - E | 90 |
| | - E | 91 |
| | - E | 92 |
| | - E | 93 |
| | - E | 94 |
| | - G | 104 |
| | - G | 81 |
| | - G | 82 |
| | - H | 64 |
| | - H | 65 |
| | - H | 66 |
| | - H | 67 |
| | - I | 154 |
| | - YD | 10 |
| | - YD | 11 |
| | - YD | 12 |
| | - YD | 13 |
| | - YD | 14 |
| | - YI | 22 |
| | - YI | 7 |
| | - YI | 8 |
| | - ZE | 27 |
| | - ZL | 6 |

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 24/12/2019

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Vous pourrez consulter sur le site du Recueil des Actes Administratifs régional, la publication de cet accusé réception qui fera foi de cette autorisation tacite.

http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/tags/view/Normandie/Documents+et+publications/Recueil+des+actes+administratifs

Direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure -CS 42205- 1, avenue du Maréchal Foch 27022 EVREUX CEDEX tél : 02 32 29 60 60
Heures d'ouverture au public : du lundi au jeudi 8h45 à 12h15/13h45 à 17h00 – vendredi et veille de jours fériés fermeture à 16h00

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations et groupement des exploitations agricoles,

Bruno GONTHIER GILLIS

Direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure -CS 42205- 1, avenue du Maréchal Foch 27022 EVREUX CEDEX tél : 02 32 29 60 60
Heures d'ouverture au public : du lundi au jeudi 8h45 à 12h15/13h45 à 17h00 – vendredi et veille de jours fériés fermeture à 16h00

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles

Dossier suivi par: Marie-Cécile HEBRANT

Tél: 02.32.29.60.19
Fax: 02.32.29.60.69

Mél: ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr

Notre référence : SCEA HALOTEL

Evreux, le - 2 JAN. 2020

SCEA HALOTEL

27190 SEBECOURT

Objet: Avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Madame,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour création de la SCEA HALOTEL portant sur 181,0316 ha, située(s) et référencée(s) comme suit:

| COMMUNE | Section | Numéro(s) de parcelle |
|---|---|---|
| CERQUEUX - 14290 | - A | 100 |
| | - A | 129 |
| | - A | 152 |
| | - A | 153 |
| | - A | 212 |
| | - A | 221 |
| | - A | 23 |
| | - A | 24 |
| | - A | 25 |
| | - A | 29 |
| | - A | 30 |
| | - A | 97 |
| | - A | 98 |
| LE FIDELAIRE | - D | 1090 |
| | - D | 1117 |
| | - D | 1126 |
| | - D | 1128 |
| | - D | 1130 |
| | - D | 1137 |
| | - D | 1173 |
| | - D | 274 |
| | - D | 484 |
| | - D | 485 |
| | - D | 486 |
| | - D | 531 |
| | - D | 672 |
| | - D | 673 |
| | - D | 674 |
| | - D | 675 |
| | - D | 676 |
| | - D | 716 |
| | - D | 717 |

| | | |
|---|---|---|
| LE FIDELAIRE | - D | 718 |
| | - D | 719 |
| | - D | 720 |
| | - D | 721 |
| | - D | 722 |
| SEBECOURT | - B | 113 |
| | - B | 114 |
| | - B | 116 |
| | - B | 121 |
| | - B | 122 |
| | - B | 124 |
| | - B | 125 |
| | - B | 126 |
| | - B | 128 |
| | - B | 129 |
| | - B | 13 |
| | - B | 131 |
| | - B | 132 |
| | - B | 135 |
| | - B | 193 |
| | - B | 194 |
| | - B | 197 |
| | - B | 198 |
| | - B | 201 |
| | - B | 202 |
| | - B | 205 |
| | - B | 206 |
| | - B | 208 |
| | - B | 209 |
| | - B | 210 |
| | - B | 211 |
| | - B | 212 |
| | - B | 213 |
| | - B | 214 |
| | - B | 274 |
| | - B | 284 |
| | - B | 30 |
| | - B | 31 |
| | - B | 35 |
| | - B | 36p |
| | - B | 37 |
| | - B | 38 |
| | - B | 397 |
| | - B | 398 |
| | - B | 40 |
| | - B | 400 |
| | - B | 401 |
| | - B | 409 |
| | - B | 410 |
| | - B | 412 |
| | - B | 414 |
| | - B | 429 |
| | - B | 432 |
| | - B | 433 |
| | - B | 435 |
| | - B | 436 |
| | - B | 437 |
| | - B | 438 |
| | - B | 440 |
| | - B | 453 |
| | - B | 454 |
| | - B | 488 |
| | - B | 50 |

Direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure -CS 42205- 1, avenue du Maréchal Foch 27022 EVREUX CEDEX tél : 02 32 29 60 60
Heures d'ouverture au public : du lundi au jeudi 8h45 à 12h15/13h45 à 17h00 – vendredi et veille de jours fériés fermeture à 16h00

| | | |
|---|---|---|
| SEBECOURT | - B | 514 |
| | - B | 517p |
| | - B | 523 |
| | - B | 525 |
| | - B | 526 |
| | - B | 533 |
| | - B | 55 |
| | - B | 56 |
| | - B | 57 |
| | - B | 58 |
| | - B | 598 |
| | - B | 599 |
| | - B | 609p |
| | - B | 61 |
| | - C | 559 |
| | - C | 928 |
| | - C | 929 |

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 27/12/2019

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Vous pourrez consulter sur le site du Recueil des Actes Administratifs régional, la publication de cet accusé réception qui fera foi de cette autorisation tacite.

http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/tags/view/Normandie/Documents+et+publications/Recueil+des+actes+administratifs

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations et groupement des exploitations agricoles,

Bruno GONTHIER GILLIS

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

# R28-2020-07-31-014

# Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de L'EURE - juillet 2020

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer
Service économie agricole,
territoires ruraux
Unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par: Marie-Cécile HEBRANT
Tél: 02.32.29.60.19
Fax: 02.32.29.60.69
Mél: ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr

Notre référence : BRESNU ANNE

Evreux, le 19 DEC. 2019

BRESNU ANNE
369 ROUTE DE SAINT ETIENNE L ALLIER
27450 ST PIERRE DES IFS

Objet: Avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Madame,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour votre installation portant sur 1 ha, située(s) et référencée(s) comme suit:

| COMMUNE | Section | Numéro(s) de parcelle |
|---|---|---|
| ST PIERRE DES IFS | - ZA | 105 |

**ACCUSE DE RECEPTION**
Dossier réceptionné complet le : 09/12/2019

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Vous pourrez consulter sur le site du Recueil des Actes Administratifs régional, la publication de cet accusé réception qui fera foi de cette autorisation tacite.
http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/tags/view/Normandie/Documents+et+publications/Recueil+des+actes+administratifs

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations et groupement des exploitations agricoles,

Bruno GONTHIER GILLIS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles

Dossier suivi par: Marie-Cécile HEBRANT

Tél: 02.32.29.60.19

Fax: 02.32.29.60.69

Mél: ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr

Notre référence : GAEC DES PATURES

Evreux, le 19 DEC. 2019

GAEC DES PATURES

10 RUE SAINT PIERRE

ORVAUX
27190 LE VAL-DORE

Objet: Avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Mesdames, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour l'installation de Monsieur Hugo DUEDAL et Mme Mégane LE PECHEUR au sein du GAEC DES PATURES portant sur 74,2774 ha, située(s) et référencée(s) comme suit:

| COMMUNE | Section | Numéro(s) de parcelle |
|---|---|---|
| LE VAL-DORE - ORVAUX | - ZC | 14J |
| | - ZC | 14K |
| | - ZC | 66 |
| | - ZD | 21 |
| | - ZD | 27 |
| | - ZD | 33 |
| | - ZD | 34 |
| | - ZD | 3J |
| | - ZD | 3K |
| | - ZD | 3L |
| | - ZD | 61J |
| | - ZD | 61K |
| | - ZD | 61L |
| | - ZD | 63J |
| | - ZD | 6J |
| | - ZD | 6K |
| | - ZE | 11J |
| | - ZE | 11K |
| | - ZE | 11L |
| | - ZE | 29A |
| NOGENT LE SEC | - ZA | 3 |

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 12/12/2019

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Vous pourrez consulter sur le site du Recueil des Actes Administratifs régional, la publication de cet accusé réception qui fera foi de cette autorisation tacite.

http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/tags/view/Normandie/Documents+et+publications/Recueil+des+actes+administratifs

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations et groupement des exploitations agricoles.

Bruno GONTHIER GILLIS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer
Service économie agricole,
territoires ruraux
Unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par: Marie-Cécile HEBRANT
Tél: 02.32.29.60.19
Fax: 02.32.29.60.69
Mél: ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr

Notre référence : OUSSET GUILLAUME

Evreux, le 24 DEC. 2019

OUSSET GUILLAUME
113 RUE DE LA MESANGERE
27800 ST VICTOR D EPINE

Objet: Avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour votre installation portant sur 0,8015 ha, située(s) et référencée(s) comme suit:

| COMMUNE | Section | Numéro(s) de parcelle |
|---|---|---|
| BERTHOUVILLE | - AD | 33 |
| ST VICTOR D EPINE | - C | 522 |

**ACCUSE DE RECEPTION**
Dossier réceptionné complet le : 13/12/2019

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Vous pourrez consulter sur le site du Recueil des Actes Administratifs régional, la publication de cet accusé réception qui fera foi de cette autorisation tacite.
http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/tags/view/Normandie/Documents+et+publications/Recueil+des+actes+administratifs

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles,

Bruno GONTHIER GILLIS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer
Service économie agricole,
territoires ruraux
Unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par: Marie-Cécile HEBRANT
Tél: 02.32.29.60.19
Fax: 02.32.29.60.69
Mél: ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr

Evreux, le 24 DEC. 2019

EARL DEZELLUS ERIC
60 RUE DU ROUMOIS
27350 ROUTOT

Notre référence : EARL DEZELLUS ERIC

Objet: Avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour l'entrée de Madame Caroline DEZELLUS au sein de l'EARL DEZELLUS ERIC portant sur 208,9213 ha, située(s) et référencée(s) comme suit:

| COMMUNE | Section | Numéro(s) de parcelle |
|---|---|---|
| BARNEVILLE SUR SEINE | - D | 105 |
| | - D | 106 |
| | - D | 107 |
| | - D | 108 |
| | - D | 109 |
| | - D | 110 |
| | - D | 113 |
| | - D | 116 |
| BRESTOT | - ZA | 199 |
| | - ZE | 36 |
| | - ZI | 26 |
| ETURQUERAYE | - ZA | 16 |
| HAUVILLE | - ZA | 199 |
| | - ZA | 6 |
| | - ZM | 18 |
| | - ZM | 20 |
| | - ZM | 21 |
| | - ZM | 22 |
| | - ZM | 78 |
| HONGUEMARE GUENOUVILLE | - ZE | 4 |
| LE LANDIN | - ZA | 32 |
| ROUGEMONTIERS | - ZI | 78 |
| | - ZK | 9 |
| ROUTOT | - AC | 265 |
| | - AC | 267 |
| | - AC | 292 |
| | - ZA | 30 |
| | - ZA | 31 |
| | - ZA | 32 |
| | - ZA | 34 |
| | - ZA | 5 |

| | | |
|---|---|---|
| ROUTOT | - ZA | 6 |
| | - ZA | 65 |
| | - ZA | 84 |
| | - ZA | 85 |
| | - ZA | 86 |
| | - ZB | 117 |
| | - ZB | 129 |
| | - ZB | 133 |
| | - ZB | 134 |
| | - ZB | 135 |
| | - ZB | 136 |
| | - ZB | 137 |
| | - ZB | 138 |
| | - ZB | 139 |
| | - ZB | 140 |
| | - ZB | 23 |
| | - ZB | 26 |
| | - ZB | 37 |
| | - ZB | 38 |
| | - ZB | 7 |
| | - ZB | 8 |
| | - ZB | 83 |
| | - ZB | 84 |
| | - ZB | 91 |
| | - ZB | 93 |
| | - ZB | 94 |
| | - ZC | 20 |
| | - ZC | 28 |
| | - ZC | 44 |
| | - ZC | 64 |
| | - ZC | 74 |
| | - ZC | 77 |
| | - ZD | 13 |

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 12/12/2019

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Vous pourrez consulter sur le site du Recueil des Actes Administratifs régional, la publication de cet accusé réception qui fera foi de cette autorisation tacite.

http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/tags/view/Normandie/Documents+et+publications/Recueil+des+actes+administratifs

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations et groupement des exploitations agricoles,

Bruno GONTHIER GILLIS

Direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure -CS 42205- 1, avenue du Maréchal Foch 27022 EVREUX CEDEX tél : 02 32 29 60 60
Heures d'ouverture au public : du lundi au jeudi 8h45 à 12h15/13h45 à 17h00 – vendredi et veille de jours fériés fermeture à 16h00

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer
Service économie agricole,
territoires ruraux
Unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par: Marie-Cécile HEBRANT
Tél: 02.32.29.60.19
Fax: 02.32.29.60.69
Mél: ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr

Evreux, le 24 DEC. 2019

EARL LES BERANGERS
20 RUE DES BÉRANGERS
27350 ROUTOT

Notre référence : EARL LES BERANGERS

Objet: Avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour l'entrée de Madame Caroline DEZELLUS au sein de l'EARL LES BERANGERS portant sur 81,7203 ha, située(s) et référencée(s) comme suit:

| COMMUNE | Section | Numéro(s) de parcelle |
|---|---|---|
| BOSGOUET | - ZI | 184 |
| | - ZI | 92 |
| ETREVILLE | - ZC | 16 |
| | - ZC | 17 |
| | - ZC | 23 |
| | - ZC | 56 |
| | - ZC | 7 |
| ETURQUERAYE | - ZA | 41 |
| LA HAYE AUBREE | - ZB | 129 |
| | - ZB | 143 |
| | - ZB | 26 |
| | - ZB | 6 |
| | - ZC | 6 |
| | - ZD | 5 |
| | - ZE | 167 |
| | - ZE | 170 |
| | - ZI | 44 |
| ROUGEMONTIERS | - ZH | 10 |
| | - ZH | 19 |
| ROUTOT | - ZA | 17 |
| | - ZA | 38 |
| | - ZA | 61 |
| | - ZA | 63 |
| | - ZA | 9 |
| | - ZB | 10 |
| | - ZB | 113 |
| | - ZB | 114 |
| | - ZB | 21 |
| | - ZB | 24 |
| | - ZC | 46 |
| | - ZC | 60 |
| | - ZC | 61 |

| | | |
|---|---|---|
| ROUTOT | - ZC | 62 |
| | - ZD | 10 |
| | - ZD | 11 |
| | - ZD | 203 |
| | - ZD | 84 |
| | - ZI | 13 |

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 17/12/2019

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Vous pourrez consulter sur le site du Recueil des Actes Administratifs régional, la publication de cet accusé réception qui fera foi de cette autorisation tacite.

http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/tags/view/Normandie/Documents+et+publications/Recueil+des+actes+administratifs

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations et groupement des exploitations agricoles,

Bruno GONTHIER GILLIS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer
Service économie agricole,
territoires ruraux
Unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par: Marie-Cécile HEBRANT
Tél: 02.32.29.60.19
Fax: 02.32.29.60.69
Mél: ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr

Notre référence : EARL MARCHEUX

Evreux, le - 2 JAN. 2020

EARL MARCHEUX

2 RUE DES HOULLES

LES ESSARTS
27240 MARBOIS

Objet: Avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour un agrandissement portant sur 1,0065 ha, située(s) et référencée(s) comme suit:

| COMMUNE | Section | Numéro(s) de parcelle |
|---|---|---|
| MARBOIS - LES ESSARTS | F | 139 |

**ACCUSE DE RECEPTION**
Dossier réceptionné complet le : 19/12/2019

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Vous pourrez consulter sur le site du Recueil des Actes Administratifs régional, la publication de cet accusé réception qui fera foi de cette autorisation tacite.
http://www.prefectures-regions.gouv.fr/normandie/tags/view/Normandie/Documents+et+publications/Recueil+des+actes+administratifs

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations et
groupement des exploitations agricoles,

Bruno GONTHIER GILLIS

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-03-16-011

# Arrêté relatif à la composition du Comité Régional de l'Alimentation (CRALIM) de Normandie

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE**

**Arrêté relatif à la composition du Comité Régional de l'Alimentation (CRALIM) de Normandie**

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime**
**Officier de la Légion d'honneur**
**Officier de l'Ordre national du mérite**

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.230-5-5 et D.230-8-1 et suivants

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles R.133-1 et suivants

Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives et notamment ses articles 8 et 9

Vu Le décret n°2019-313 du 12 avril 2019 relatif au comité régional de l'alimentation

*Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie*

**arrête**

**Article 1 :** Le comité régional de l'alimentation (CRALIM) de la région Normandie comprend, outre le préfet de région ou son représentant, président, les membres suivants :

**Représentants des administrations :**

- le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie ou son représentant
- le recteur de la région académique Normandie ou son représentant
- le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Normandie ou son représentant
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ou son représentant
- le directeur régional des affaires culturelles de Normandie
- le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie ou son représentant
- le directeur interrégional des services pénitentiaires ou son représentant

**Représentants des collectivités territoriales :**

- le conseil régional de Normandie
- le conseil départemental du Calvados
- le conseil départemental de l'Eure
- le conseil départemental de la Manche
- le conseil départemental de l'Orne
- le conseil départemental de la Seine-Maritime
- Caen Normandie Métropole
- Le Havre Seine Métropole
- la Métropole Rouen Normandie
- les associations départementales des maires

**Représentants des établissements publics :**

- le directeur de l'agence régionale de santé de Normandie ou son représentant
- le directeur régional de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Normandie ou son représentant

**Représentants des chambres consulaires :**

- la chambre régionale d'agriculture de Normandie
- la chambre régionale de métiers et de l'artisanat de Normandie
- la chambre de commerce et d'industrie de Normandie ou son représentant

**Représentants des organisations professionnelles des secteurs agricole, agroalimentaire et alimentaire :**

- le président de la fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant
- le président des jeunes agriculteurs de Normandie ou son représentant
- le porte-parole régional de la confédération paysanne de Normandie ou son représentant
- le président de la coordination rurale de Normandie ou son représentant
- le président de Coop de France Normandie ou son représentant
- le président de l'association régionale des entreprises agroalimentaires (AREA) de Normandie ou son représentant
- le représentant régional de la fédération du commerce et de la distribution ou son représentant
- le représentant régional de la confédération du commerce de gros ou son représentant
- le directeur du marché d'intérêt national de Caen ou son représentant
- le directeur du marché d'intérêt national de Rouen ou son représentant
- le représentant régional de l'association nationale des directeurs de la restauration collective (AGORES)
- le représentant régional du réseau Restau'co
- le représentant régional du syndicat national de la restauration collective (SNRC)

**Représentants des associations dont l'objet est lié à la politique alimentaire :**

- le président de l'association Bio en Normandie ou son représentant
- le président de la Banque alimentaire du Calvados ou son représentant
- le président de la Banque alimentaire de l'Eure ou son représentant
- le président de la Banque alimentaire de la Manche ou son représentant
- le président de la Banque alimentaire de l'Orne ou son représentant
- le président de la Banque alimentaire de la Seine-Maritime ou son représentant
- le président des Restos du cœur du Calvados ou son représentant
- le président des Restos du cœur de l'Eure ou son représentant
- le président des Restos du cœur de la Manche ou son représentant
- le président des Restos du cœur de l'Orne ou son représentant
- le président des Restos du cœur de la Seine-Maritime ou son représentant
- le président du Secours populaire français ou son représentant
- le représentant régional de l'UFC que choisir
- le président du comité régional d'étude pour la protection et l'aménagement de la nature en Normandie (CREPAN) ou son représentant
- le président de la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) de Normandie ou son représentant
- le président du groupement régional d'animation et d'initiation à la nature et à l'environnement (GRAINE) de Normandie ou son représentant
- le président du réseau des CIVAM normands ou son représentant
- le président de l'agence normande de la biodiversité et du développement durable

**Personnalités qualifiées :**

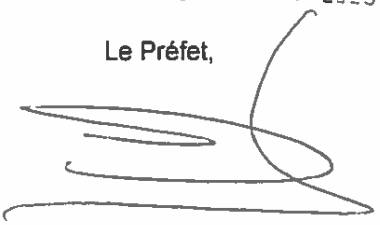
- l'animateur du réseau des acheteurs normands pour la commande publique écoresponsable (RANCOPER)
- l'animateur du réseau pour éviter le gaspillage alimentaire (REGAL) de Normandie
- l'animateur du réseau d'éducation alimentaire (Educalim) de Normandie
- l'animateur du réseau régional des projets alimentaires territoriaux (PAT)
- le président du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Caen Normandie ou son représentant
- le président du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Rouen Normandie ou son représentant

**Article 2 :** À l'occasion des réunions du comité régional de l'alimentation, des personnes non membres peuvent être conviées sur simple invitation.

**Article 3 :** Le Secrétaire général pour les affaires régionales de la Préfecture de la région, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Normandie.

Fait à Rouen, le 16 MARS 2020

Le Préfet,



Pierre-André DURAND

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

R28-2020-08-04-006

# Arrêté modificatif portant agrément à BIGOT FORMATION à dispenser les formations obligatoires des conducteurs routiers du transport de marchandises et de voyageurs

PRÉFET
DE LA REGION
NORMANDIE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

# Arrêté modificatif portant agrément de BIGOT FORMATION à dispenser les formations obligatoires des conducteurs routiers du transport routier de marchandises et de voyageurs

## LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,

**Vu** la directive 2003/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs,

**Vu** le Code des Transports, notamment ses articles L3314-1 à L3314-3 relatifs à la formation professionnelle des conducteurs des véhicules dont le poids total autorisé en charge excède trois tonnes et demie et des véhicules de transport de personnes comportant plus de huit places assises outre le siège du conducteur,

**Vu** le Code des Transports, notamment ses articles R3314-1 à R3314-28, R3315-1, R3315-2, R3315- 7, R3315-8 relatifs à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules affectés aux transports routiers de marchandises ou de voyageurs,

**Vu** l'arrêté du 03 janvier 2008 modifié relatif à l'agrément des centres de formation professionnelle habilités à dispenser la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs,

**Vu** l'arrêté du 03 janvier 2008 modifié relatif au programme et aux modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs,

**Vu** l'arrêté du 31 décembre 2010 fixant les conditions de délivrance de la carte de qualification de conducteur et modifiant l'arrêté du 04 juillet 2008 définissant le modèle des attestations relatives à la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et voyageurs,

**Vu** l'arrêté du 21 mars 2016 modifiant l'arrêté du 03 janvier 2008 relatif à l'agrément des centres de formation professionnelle habilités à dispenser la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs,

**Vu** l'arrêté du 3 décembre 2019 portant délégation de signature du Préfet de région au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Normandie,

**Vu** l'arrêté du 29 mai 2020 portant subdélégation de signature à certains agents de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Normandie,

**Vu** l'arrêté du 12 décembre 2016 agréant pour 5 ans le centre de formation Bigot Libor situé à Condé en normandie pour dispenser la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs routiers de marchandises,

**Vu** l'arrêté du 6 septembre 2019 agréant pour 5 ans le centre de formation Bigot Libor situé à Condé en normandie pour dispenser la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs routiers de voyageurs,

**Considérant** la demande présentée par le centre BIGOT LIBOR en date du 30 juillet 2020,

**ARRÊTE**

## Article 1er

A compter du 1er août 2020, les agréments susvisés délivrés au centre de formation BIGOT LIBOR pour dispenser les formations professionnelles obligatoires de conducteur routier (FIMO, FCO, Passerelle) marchandises et voyageurs, sont donc transférés dans les mêmes conditions à BIGOT FORMATION.

## Article 2

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable du centre de formation professionnelle.

Fait à Rouen, le 4 août 2020

Pour le préfet, le directeur régional,
et par subdélégation,
le chef du bureau de gestion des entreprises de transport

Jean-Marc SARTHOU

***Délais et voies de recours*** *: la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux introduit devant le tribunal compétent dans les deux mois à compter de sa réception. Elle peut également, dans ce délai, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre en charge des transports. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans un délai de deux mois suivant la décision explicite ou implicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration vaut décision implicite de rejet à l'issue de ce délai). En cas d'exercice successif d'un recours gracieux puis d'un recours hiérarchique ce délai de deux mois n'est reporté qu'une fois.*

# Direction régionale des affaires culturelles de Normandie

# R28-2020-08-12-001

# Arrete renouvellement mission CAOA Manche

*Renouvellement des missions du conservateur délégué des antiquités et objets d'art de la Manche*

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale des affaires
culturelles de Normandie

# ARRÊTÉ
## portant renouvellement de la mission de conservateur délégué des antiquités et objets d'art

Le préfet de la région Normandie,

Vu le code du patrimoine, notamment son livre VI ;

Vu le décret n°71-859 du 19 octobre 1971 modifié relatif aux attributions des conservateurs des antiquités et objets d'art ;

Vu l'avis du conservateur régional des monuments historiques du 5/03/2020 ;

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles.

## Arrête

### Article 1er

La mission de Madame Elisabeth Marie en qualité de conservatrice déléguée des antiquités et objets d'art du département de la Manche est renouvelée pour une durée de 4 ans à compter du 28/03/2020.

### Article 2

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Caen, le 10/07/2020

*Pour le Préfet de la région Normandie et par délégation,*

*Le directeur régional des affaires culturelles*

*Jean-Paul OLLIVIER*

Direction régionale des douanes de Rouen

R28-2020-08-06-001

# Décision de la Direction Interrégionale des Douanes et Droits Indirects de Normandie n° 20001317 du 7 août 2020 portant fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent.

*Décision de la Direction Interrégionale des Douanes et Droits Indirects de Normandie n° 20001317 du 7 août 2020 portant fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent.*

**DÉCISION DE LA DIRECTION INTERRÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS EN NORMANDIE N° 20001317 DU 7-08-2020 PORTANT FERMETURE DÉFINITIVE D'UN DÉBIT DE TABAC ORDINAIRE PERMANENT**

**LE DIRECTEUR INTERRÉGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS EN NORMANDIE**

Vu l'article 568 du code général des impôts et de l'annexe IV du même code confiant à l'administration des douanes et droits indirects le monopole de vente au détail des tabacs manufacturés ;

Vu l'article 1 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 modifié relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés confiée par l'État (administration des douanes et droits indirects) aux débitants de tabac ;

Vu l'article 37 du décret susvisé énonçant les cas de fermetures définitives des débits de tabac ordinaires permanents dont la fermeture définitive pour démission du gérant sans présentation du successeur ;

Vu que la chambre syndicale départementale des buralistes de la Seine-Maritime a été régulièrement informée ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 novembre 2017 portant nomination, à compter du 11 décembre 2017, de M. Jean-Paul BALZAMO, directeur interrégional des douanes et droits indirects en Normandie (direction régionale des douanes et droits indirects à Rouen) ;

Considérant que M. Frédéric NABET a démissionné de son poste de gérante de débit de tabac sans présenter de successeur, le 30 juin 2020 ;

**PRONONCE**

Article 1er : Le débit de tabac n° 7601317 B 15, sis 1468 rue de Louviers à Saint-Pierre-lès-Elbeuf 76320, est fermé définitivement.

Article 2 : La chambre syndicale départementale des buralistes de Rouen est informée de la présente décision.

Article 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs régional en Normandie.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rouen dans les deux mois à compter de la date de publication de la décision.

Fait à Rouen, le 6 août 2020

Pour le directeur interrégional,
le directeur régional,

Jean-Claude GUERIN

# Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie

## R28-2020-08-03-001

## Décision portant délégation de signature dans le domaine de la procédure de licenciement collectif pour motif économique et de la rupture conventionnelle collective

MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi**

**Pôle Politique du travail**

**DÉCISON PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE DANS LE DOMAINE DE LA PROCÉDURE DE LICENCIEMENT COLLECTIF POUR MOTIF ÉCONOMIQUE ET DE LA RUPTURE CONVENTIONNELLE COLLECTIVE**

La Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie

**VU** le Code du travail, notamment ses articles L.1233-57-1 à L.1233-57-8 et L.1237-19 à 1237-19-9 ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**VU** le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

**VU** le décret n° 2013-1172 du 18 décembre 2013 portant délégation de signature ;

**VU** le décret n°2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

**VU** le décret n°87-1116 du 24 décembre 1987 relatif à la déconcentration de la défense de l'État dans les actions d'inspection de la législation du travail ;

**VU** le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives, notamment son article quatre ;

**VU** le décret n°2017-1723 du 20 décembre 2017 relatif à l'autorité administrative compétente pour valider l'accord collectif portant rupture conventionnelle collective ;

**VU** l'arrêté interministériel du 20 décembre 2019 portant nomination de Madame Michèle LAILLER-BEAULIEU, directrice du travail hors classe, sur l'emploi de directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie ;

**VU** l'arrêté interministériel du 22 janvier 2016 nommant Monsieur Johann GOURDIN, directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, chargé des fonctions de responsable du Pôle « politique du travail » ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 juillet 2016 nommant Monsieur Philippe LAGRANGE, directeur du travail, sur l'emploi de directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, chargé des fonctions de responsable du Pôle « entreprises, emploi, économie » ;

**VU** l'arrêté interministériel du 15 décembre 2016 nommant Madame Christine LESTRADE, sur l'emploi de directrice régionale adjointe des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, chargée des fonctions de responsable de l'unité départementale du Calvados ;

**VU** l'arrêté interministériel du 15 mai 2018 nommant Monsieur Benoît DESHOGUES, directeur du travail, responsable de l'unité départementale de la Manche de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie ;

**VU** l'arrêté interministériel du 11 février 2019 portant nomination de Madame Dalila BENAKCHA, directrice du travail, sur l'emploi de responsable de l'unité départementale de l'Orne à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie ;

**VU** l'arrêté interministériel du 19 juin 2020 nommant Monsieur Pascal DESILLE-LEGEAY, directeur du travail, sur l'emploi de directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, chargé des fonctions de responsable de l'unité départementale de Seine-Maritime, à compter du 1er juillet 2020 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 30 juillet 2020 confiant l'intérim de l'emploi de responsable de l'unité départementale de l'Eure de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, à Madame Véronique ALIES-GIRARDOT, directrice du travail, à compter du 5 août 2020.

DÉCIDE

**Article 1er** : Délégation permanente est donnée à :

– Madame Christine LESTRADE, directrice régionale adjointe, responsable de l'unité départementale du Calvados, à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes et décisions prévus aux articles L.1233-35-1, L.1233-56, L.1233-57, L.1233-57-2, L.1233-57-3, L.1233-57-4, L.1233-57-5, L.1233-57-6, L.1237-19-3 et L.1237-19-4 ainsi qu'aux articles R.1233-3-3, R.1233-3-5, D.1233-11, D.1233-12, D.1233-14-1, D.1233-14-2, R.1237-6-1, D.1237-9 et D.1237-10 du Code du travail, pour ce qui concerne les établissements situés sur le territoire du département du Calvados ;

– Madame Véronique ALIES-GIRARDOT, directrice du travail, responsable par intérim de l'unité départementale de l'Eure, à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes et décisions prévus aux articles L.1233-35-1, L.1233-56, L.1233-57, L.1233-57-2, L.1233-57-3, L.1233-57-4, L.1233-57-5, L.1233-57-6, L.1237-19-3 et L.1237-19-4 ainsi qu'aux articles R.1233-3-3, R.1233-3-5, D.1233-11, D.1233-12, D.1233-14-1, D.1233-14-2, R.1237-6-1, D.1237-9 et D.1237-10 du Code du travail, pour ce qui concerne les établissements situés sur le territoire du département de l'Eure ;

– Monsieur Benoît DESHOGUES, directeur du travail, responsable de l'unité départementale de la Manche, à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes et décisions prévus aux articles L.1233-35-1, L.1233-56, L.1233-57, L.1233-57-2, L.1233-57-3, L.1233-57-4, L.1233-57-5, L.1233-57-6, L.1237-19-3 et L.1237-19-4 ainsi qu'aux articles R.1233-3-3, R.1233-3-5, D.1233-11, D.1233-12, D.1233-14-1, D.1233-14-2, R.1237-6-1, D.1237-9 et D.1237-10 du Code du travail, pour ce qui concerne les établissements situés sur le territoire du département de la Manche ;

– Madame Dalila BENAKCHA, directrice du travail, responsable de l'unité départementale de l'Orne, à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes et décisions prévus aux articles L.1233-35-1, L.1233-56, L.1233-57, L.1233-57-2, L.1233-57-3, L.1233-57-4, L.1233-57-5, L.1233-57-6, L.1237-19-3 et L.1237-19-4 ainsi qu'aux articles R.1233-3-3, R.1233-3-5, D.1233-11, D.1233-12, D.1233-14-1, D.1233-14-2, R.1237-6-1, D.1237-9 et D.1237-10 du Code du travail, pour ce qui concerne les établissements situés sur le territoire du département de l'Orne ;

– Monsieur Pascal DESILLE-LEGEAY, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de la Seine-Maritime, à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes et décisions prévus aux articles L.1233-35-1, L.1233-56, L.1233-57, L.1233-57-2, L.1233-57-3, L.1233-57-4, L.1233-57-5, L.1233-57-6, L.1237-19-3 et L.1237-19-4 ainsi qu'aux articles R.1233-3-3, R.1233-3-5, D.1233-11, D.1233-12, D.1233-14-1, D.1233-14-2, R.1237-6-1, D.1237-9 et D.1237-10 du Code du travail, pour ce qui concerne les établissements situés sur le territoire du département de la Seine-Maritime.

La délégation ainsi consentie s'étend à la signature des mémoires en défense et autres écritures produits devant les tribunaux administratifs dans le cadre de recours contentieux formés contre les décisions de validation ou d'homologation (ou de refus) des accords collectifs ou des documents unilatéraux fixant le contenu du plan de sauvegarde de l'emploi ou des accords collectifs portant rupture conventionnelle collective et, plus généralement, à la représentation en défense de l'État en premier ressort dans ces domaines devant ces juridictions.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un ou l'autre des délégataires susnommés, délégation est donnée à Monsieur Philippe LAGRANGE, directeur régional adjoint, responsable du Pôle « entreprises, emploi, économie », à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes, décisions et mémoires visés à l'article 1er.

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de l'un ou l'autre des délégataires désignés à l'article 1er et de Monsieur Philippe LAGRANGE, délégation est donnée à Monsieur Johann GOURDIN, directeur régional adjoint, responsable du Pôle « politique du travail », à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes, décisions et mémoires visés à l'article 1er.

**Article 4** : Les délégataires susnommés ne sont pas autorisés à subdéléguer leur signature à des agents placés sous leur autorité pour les actes, décisions et mémoires visés à l'article 1er.

**Article 5** : La décision du 24 juin 2020 de la Direccte de Normandie donnant délégation de signature aux responsables d'unité départementale et aux responsables respectifs des pôles « entreprises, emploi, économie » et « politique du travail » dans le domaine de la procédure de licenciement collectif pour motif économique et de la rupture conventionnelle collective, est abrogée à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

**Article 6** : La Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie et les délégataires ci-dessus désignés sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui entrera en vigueur le 5 août 2020 et sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Rouen, le 3 août 2020

La Directrice régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation
du travail et de l'emploi

Michèle LAILLER-BEAULIEU

*Voies de recours : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr*

Préfecture de la Seine-Maritime - Cabinet

R28-2020-08-11-001

# Arrêté portant obligation de de port du masque dans la commune de Dieppe

*obligation de port du masque sur le territoire de la commune de Dieppe*

PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Cabinet**

**Arrêté**
**portant obligation de port du masque**
**dans la commune de Dieppe**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,**
**Officier de la légion d'Honneur,**
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3131-8, L. 3131-9 et L. 3136-1 ;

**VU** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République du 1er avril 2019, nommant M. Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

**VU** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prolongé, notamment son article 1er ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;

**VU** la demande du maire de Dieppe sollicitant l'obligation du port du masque à l'occasion du marché hebdomadaire du samedi ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article 1er du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 susvisé, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites barrières, doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance et en particulier lors des rassemblements, réunions, activités et déplacements qui ne sont pas interdits ; que dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire lorsque les circonstances locales l'exigent ;

**CONSIDERANT** que le nombre de patients testés positifs au covid-19 dans le département de la Seine-Maritime a connu une augmentation sensible au cours du mois de juillet 2020 ; que dans le même temps, certaines communes du département voient leur population croître au cours des mois de juillet et août du fait d'un afflux d'estivants, qui se concentrent à l'occasion de la tenue du marché hebdomadaire du samedi, rendant difficile le respect des distances entre les personnes ; que le port du masque permet de respecter les mesures dites « barrières » ;

**CONSIDERANT** qu'afin de réduire les risques de transmission du virus covid-19, compte tenu de la demande formulée par le maire de Dieppe, il y a lieu de rendre obligatoire le port

du masque pour toute personne de onze ans ou plus accédant au marché hebdomadaire du samedi, durant la période où la fréquentation des personnes est à son plus haut niveau ;

**Sur** proposition du sous-préfet, secrétaire général

ARRÊTE

**Article 1** Toute personne de onze ans ou plus doit porter un masque lorsqu'elle accède à la zone couvrant le marché hebdomadaire à Dieppe jusqu'au 31 août 2020 :

- place nationale, place Saint Jacques le samedi de 7h30 à 18h00 ;
- Grande rue, rue Saint Jacques, rue de la Barre le samedi de 7h30 à 13h00.

**Article 2** L'obligation de port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

**Article 3** Conformément aux dispositions du VII de la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020, la violation des dispositions prévues à l'article 1er est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe (pouvant atteindre 135 euros) conformément aux dispositions de l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, et en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe, ou en cas violation à plus de trois reprises dans un délai de 30 jours, de 6 mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 4** Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication.

**Article 5** Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Le sous-préfet de l'arrondissement de Dieppe,
Le directeur départemental de la sécurité publique,
Le maire de la commune de Dieppe,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 6** Copie de cet arrêté est transmise au procureur de la République territorialement compétent.

A ROUEN, le 11 août 2020

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Yvan CORDIER

*Voies et délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site www.telerecours.fr*

Préfecture de la Seine-Maritime - Cabinet

R28-2020-08-11-002

# Arrêté portant obligation de port du masque dans la commune de Montivilliers

*obligation de port du masque sur le territoire de la commune de Montivilliers*

PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Cabinet**

**Arrêté**
**portant obligation de port du masque dans la commune de Montivilliers**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,**
**Officier de la légion d'Honneur,**
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3131-8, L. 3131-9 et L. 3136-1 ;

**VU** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République du 1er avril 2019, nommant M. Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

**VU** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prolongé, notamment son article 1er ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;

**VU** la demande du maire de Montivilliers sollicitant la mise en place de l'obligation de port du masque sur les marchés hebdomadaires des mardi soir, jeudi matin et vendredi soir, pendant la période estivale ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article 1er du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 susvisé, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites barrières, doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance et en particulier lors des rassemblements, réunions, activités et déplacements qui ne sont pas interdits ; que dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire lorsque les circonstances locales l'exigent ;

**CONSIDÉRANT** que le nombre de patients testés positifs au covid-19 dans le département de la Seine-Maritime a connu une augmentation sensible au cours du mois de juillet 2020 ; que dans le même temps, certaines communes du département voient leur population croître au cours des mois de juillet et août du fait d'un afflux d'estivants, qui se concentrent à l'occasion de la tenue du marché hebdomadaire du samedi, rendant difficile le respect des distances entre les personnes ; que le port du masque permet de respecter les mesures dites « barrières » ;

**CONSIDÉRANT** qu'afin de réduire les risques de transmission du virus covid-19, compte tenu de la demande formulée par le maire de Montivilliers, il y a lieu de rendre obligatoire le port du masque pour toute personne de onze ans ou plus accédant dans le périmètre des marchés hebdomadaires des mardi, jeudi et vendredi, durant la période où la fréquentation des personnes est à son plus haut niveau ;

**Sur** proposition du sous-préfet, secrétaire général

Préfecture de la Seine-Maritime
7 place de la Madeleine - CS16036 - 76036 ROUEN CEDEX
Standard : 02 32 76 50 00
Courriel : pref-secretariat-prefet@eine-maritime.gouv.fr

ARRÊTE

**Article 1** Toute personne de onze ans ou plus doit porter un masque lorsqu'elle accède aux lieux suivants de la commune de Montivilliers, du 13 août au 15 septembre 2020 :

1. le marché hebdomadaire de la Belle Etoile, les mardis, de 16 h 30 à 19 h 00 :
- place du centre commercial la Belle Etoile,

2. le marché hebdomadaire du centre-ville, les jeudis, de 8 h 00 à 12 h 30 :
- place François Mitterand,
- cour aux poules,
- cours Saint-Philibert,
- place abbé Pierre,
- rue Girot,
- jardins de la bibliothèque,
- passage Lucien Lefebvre (jardins de la bibliothèque)

3. le marché du vendredi, les 14 et 28 août, de 17 h 00 à 22 h 00 :
- place du docteur Chevallier,
- rue Henry Lemonnier.

**Article 2** L'obligation de port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

**Article 3** Conformément aux dispositions du VII de la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020, la violation des dispositions prévues à l'article 1er est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe (pouvant atteindre 135 euros) conformément aux dispositions de l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, et en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe, ou en cas violation à plus de trois reprises dans un délai de 30 jours, de 6 mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 4** Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication.

**Article 5** Le sous-préfet, directeur de cabinet, la sous-préfète du Havre, le directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime, le maire de la commune de Montivilliers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 6** Copie de cet arrêté est transmise au procureur de la République territorialement compétent.

A ROUEN, le 11 août 2020.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Yvan CORDIER

Voies et délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa publication (ou sa notification). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Préfecture de la Seine-Maritime - Cabinet

R28-2020-08-07-003

# Arrêté portant sur la réglementation permanente des transports exceptionnels sur la concession du pont de Tancarville

*régulation des transports exceptionnels sur le pont de Tancarville*

PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer**

# ARRÊTÉ DU 07 AOÛT 2020
# PORTANT SUR LA RÉGLEMENTATION PERMANENTE DES TRANSPORTS EXCEPTIONNEL SUR LA CONCESSION DU PONT DE TANCARVILLE

Service Prévention et Éducation aux Risques et à la gestion de Crises (SPERIC)

Affaire suivie par : Thibaut SARRAZIN
Tél. : 02 35 58 53 58
Mél : thibaut.sarrazin@eine-maritime.gouv.fr

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,**
**Officier de la légion d'honneur,**
**Officier de l'ordre national du Mérite.**

Vu le code de la route et notamment son article R 411-9 ;

Vu le code de la voirie routière et notamment son article L 111-1 ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2011-166 du 10 février 2011 approuvant des avenants aux conventions passées entre l'État et la Chambre de Commerce et d'Industrie Seine Estuaire (CCISE), pour la construction et l'exploitation d'un pont sur la Seine à Tancarville, pour la construction, l'entretien et l'exploitation du pont de Normandie, et relatif aux restrictions de circulation sur les ponts de Normandie et de Tancarville et le viaduc du Grand Canal ;

Vu le décret n° 2015-1642 du 11 décembre 2015 portant création de la chambre de commerce et d'industrie territoriale Seine Estuaire, modifié ;

Vu le décret du 1er avril 2019 du Président de la République nommant Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

Vu les arrêtés du 8 avril et 31 juillet 2002 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière et notamment l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à la signalisation routière temporaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;

Vu la convention de mutualisation du 19 mars 2019 entre les préfectures de la Seine-Maritime et de l'Eure confiant à la Seine-Maritime le pouvoir de police sur la concession du pont de Tancarville ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie signalisation temporaire) approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992 modifiés ;

Vu la note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau national ;

Vu la demande de la CCISE en date 7 mai 2020 ;

Vu la demande de la DGTIM (MTES) en date du 3 août, précisée et étayée lors de la réunion technique du 6 août 2020 ;

Vu l'avis favorable du préfet de l'Eure ;

Vu l'avis favorable de la direction interdépartementale des routes nord-ouest (DIRNO) en date du 07/08/2020 ;

Vu l'avis favorable du groupement de la gendarmerie de la Seine-Maritime en date du 07/08//2020 ;

Vu la demande d'avis adressée à la commune de Tancarville en date du 07/08/2020 ;

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de Seine Maritime en date du 07/08/2020 ;

Vu l'avis favorable de la SAPN en date du 07/08/2020 ;

Vu l'avis favorable du groupement de la gendarmerie de l'Eure en date du 07/08/2020 ;

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Eure en date du 07/08/2020 ;

Vu l'urgence.

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité des usagers du pont de Tancarville, dans l'attente du renforcement du viaduc d'accès côté Eure ;

## ARRÊTE

Article 1 er – La circulation des Transports Exceptionnels de 2ème et 3ème catégorie dont la masse totale roulante est supérieure à 48 tonnes est interdite sur la concession du pont de Tancarville entre le PR 0+300 de la RN 182 (depuis l'A131 côté Eure) et le PR 2+900 de la RN 182 (côté Seine Maritime).

Article 2 ème – Cette mesure prend effet dès publication de l'arrêté pour une durée indéterminée estimée à 2 ans.

Article 3 ème – Les mesures instituées par le présent arrêté seront matérialisées par le service d'exploitation des ponts, sous le contrôle des services de l'Etat, conformément au règlement en vigueur.

Article 4 ème – Les déviations sont prévues dans la majorité des cas via le pont de Normandie ou le pont Flaubert et l'A150 (hauteur limitée à 4,75m). Les autorisations individuelles en cours pour les transports exceptionnels qui devaient passer via le pont de Tancarville sont valables pour les trajets via le pont de Normandie ou le pont Flaubert et les routes portuaires, départementales, nationales accessibles aux transports exceptionnels entre ces ouvrages, avec leurs prescriptions actuelles. Les autres cas de déviation, notamment les transports dont la hauteur excède 4,75m de haut pour les trajets nord-sud,

devront faire l'objet d'une modification d'itinéraire validée par le service instructeur de la DDTM de Seine-Maritime.

Article 5 ème –

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime
- Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Eure
- Le commandant du Groupement de Gendarmerie de la Seine-Maritime
- Le commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Eure
- Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Havre
- Le Directeur Départemental des Territoires de la Seine-Maritime

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé.

Ampliation du présent arrêté est adressée pour information à :

- La Sous-Préfecture du Havre
- La Préfecture du Calvados
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Eure
- Le Directeur du SAMU 76
- Le Directeur du SAMU 27
- Le Directeur du SAMU 14
- Le commandant du Groupement de Gendarmerie du Calvados
- Le commandant de la CRS32
- Le Directeur de l'Exploitation de la Société des Autoroutes Paris Normandie
- La Direction des Routes du Conseil Départemental de Seine-Maritime
- La Direction des Routes du Conseil Départemental de l'Eure
- La Direction des Routes du Conseil Départemental du Calvados
- Le Maire de la Commune de Tancarville
- Le Maire de la commune du Marais Vernier
- Le Directeur Général du Grand Port Maritime du Havre
- Le Directeur Interdépartemental des Routes Nord-Ouest
- La DREAL de Normandie

Article 6 ème – Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Fait à Rouen, le 07/08/2020 août 2020

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Yvan CORDIER

Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr.